

Ecrasez l'apartheid ! Révolution ouvrière !

La poudrière sud-africaine

3 septembre -- La situation en Afrique du Sud évolue rapidement vers la guerre civile. L'"état d'urgence" du régime Botha n'ajoute pas grand-chose aux mesures draconniennes déjà à la disposition de l'Etat policier. Mais les nouveaux "pouvoirs d'exception" qui permettent à la police et à l'armée d'emprisonner, torturer et tuer en toute impunité sont une déclaration d'intention: ils veulent un gigantesque bain de sang. Depuis l'entrée en vigueur de l'"état d'urgence", plus de 150 Noirs ont été tués et plus de 2000 ont été jetés dans les tristement célèbres chambres de torture sud-africaines. Mais ceci n'est rien comparé au massacre qu'ils sont en train de préparer.

Toutes les contradictions du capitalisme de l'apartheid s'exacerbent de plus en plus. C'est un état de terreur qui a été décrété, mais l'état d'esprit des jeunes Noirs a dépassé le point où la terreur peut empêcher les actions de protestation. Le plus important dans la révolte actuelle, c'est le développement et la combativité des syndicats noirs qui représentent le secteur le plus organisé de la classe ouvrière noire, forte de six millions de travailleurs.

L'attitude arrogante du régime de Botha face à l'"opinion mondiale" est basée non seulement sur ses ressources militaires et économiques intérieures, mais aussi sur le fait qu'ils savent que l'Afrique du Sud est un allié indispensable à l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique. L'Afrique du Sud contrôle une partie cruciale des routes mari-



Duran Sipa



Reuter

C'est dans les usines, et particulièrement dans les mines, que réside la puissance pour détruire l'apartheid.

times qui relient les champs pétroliers du golfe Persique à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. En plus de l'importance militaire qu'a l'Afrique du Sud pour le Pacte atlantique, l'impérialisme occidental a d'énormes intérêts économiques dans l'Etat de l'apartheid. L'Afrique du Sud n'est pas seulement le premier producteur d'or du monde capitaliste, c'est aussi le principal exportateur

de métaux stratégiques comme le chrome, le manganèse, le vanadium et le platine. Pretoria accuse régulièrement toute opposition au pouvoir blanc raciste d'être animée par "l'expansionnisme" soviétique. Dans son discours du 15 août dernier où il disait au monde entier d'aller se faire foutre, il accusait ainsi les dirigeants noirs de "n'être ni plus ni moins que des agitateurs communistes barbares" (le Monde, 17 août).

Cependant, c'est une des régions du monde avec laquelle de larges secteurs de la population des métropoles impérialistes se sentent solidaires du camp soutenu par l'URSS. Les Noirs aux USA, les Antillais, les militants de la CGT et beaucoup d'autres se solidarisent avec les troupes cubaines qui défendent l'Angola contre l'armée sud-africaine.

Ils applaudissent à l'aide militaire de Moscou aux guérilleros de l'African National Congress (ANC).

La situation évolue vers la guerre civile, c'est vrai, mais avec quels résultats? Les bouchers de l'apartheid sentent bien que leur domination est ébranlée, mais leur pouvoir n'est pas brisé. Et en l'absence d'un axe de lutte clairement centré sur la classe ouvrière, le terrain est libre pour des démagogues comme le chef zoulou Buthelezi, dont les nervis se sont livrés à des raids meurtriers contre la communauté indienne de Durban début août. Si l'on veut éviter le danger d'un bain de sang intercommunautaire et intertribal, indéfendable et au bout du compte suicidaire, il faut forger un parti ouvrier révolutionnaire afin de diriger tous les opprimés dans une lutte

Suite page 11

Terreur policière raciste en France

Arrêtez la main des flics meurtriers!

7 septembre -- Meurtres, tortures, tabassages, invasions brutales de quartiers immigrés. Il ne se passe pas une semaine sans que les flics de Mitterrand viennent apporter leur contribution meurtrière à la campagne raciste qui gangrène la société française. L'affaire des flics tortionnaires de Rouen (cf. page 4) n'est pas isolée.

Le 14 août 1984, les flics de Joeuf, en Lorraine, asphyxient au gaz lacrymogène une mère de famille algé-

rienne dans le commissariat. Ces brutes la jettent dehors, la laissent agoniser sur le trottoir. Elle mourra dans la nuit d'un oedème pulmonaire aigu parce qu'il n'y a pas de place en réanimation à l'hôpital. Un an après, les meurtriers sont toujours libres.

Le 1er décembre 1984, un commissaire de police, assisté d'au moins un gardien, torture un jeune Algérien à l'électricité. Le commissaire Ambro-

Suite page 2

Affaire Manouchian

Honneur aux résistants internationalistes

Page 6



Coll. R. Viollet

Terreur raciste ...

Suite de la page 1

sini n'est pas un inconnu. Au début des années 70, il était inspecteur des Renseignements généraux, la police politique, et membre d'un commando d'extrême droite qui, sous sa protection légale, perpétra plusieurs attaques contre des locaux de l'UNEF et de *Libération* dans la région de Marseille. Connu à l'époque pour vouloir organiser la "Saint-Barthélemy du gauchisme", on retrouvera dans sa villa en mai dernier des munitions de guerre et plus de 150 détonateurs. Après quelques semaines de prison, il est libéré après la découverte de son arsenal meurtrier!

Le 20 juin dernier, à Gagny, ce sont trois jeunes Algériens qui, revenant tranquillement d'un concert de rock, se font tirer comme des lapins par un flic en dehors de son service. Deux sont blessés à coups de 357 Magnum. Le SAMU évacue... le flic indemne et laisse les trois Algériens aux mains des flics qui, bien sûr, tabassent copieusement celui qui a échappé aux balles! Mieux, le lendemain, on arrête un témoin qui a osé parler à la télé. Le flic flingueur n'est même pas inculpé!

M. Omar Lahir, cafetier, est sauvagement tabassé dans un commissariat de Tourcoing dans la nuit du 12 au 13 avril. Les intestins déchirés par les coups, il devra subir deux opérations chirurgicales et porter un anus artificiel. Le directeur départemental des polices urbaines déclarera en guise d'explication que les Arabes "ont la particularité bien connue de souffrir de fragilités abdominales dues aux conditions de vie en Afrique". L'écho de Mengele, le médecin SS...

Le 21 mai, 150 flics attaquent une cité de transit à Gennevilliers sous prétexte de rechercher des petits dealers. Quinze appartements sont mis à sac, leurs portes arrachées

au pied de biche. Trente "interpellations" vont se transformer en torture au poste de police. Et on embarque les parents quand l'enfant recherché n'est pas là -- nouvelle version de la "responsabilité collective". "Il fallait provoquer un électrochoc", dit le juge d'instruction.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi ceux qui ont pu passer le mur du silence de la presse. Il ne s'agit ni de "bavures" ni d'"éléments isolés". Ce sont des pratiques



L'arbitraire policier au quotidien pour les jeunes et les immigrés

quotidiennes dont seulement un petit nombre font l'objet de plaintes qui n'aboutissent qu'exceptionnellement. Quand elles font l'objet d'une procédure judiciaire, elles se terminent la plupart du temps par un non-lieu pour les flics, quand ce n'est pas la prison pour les victimes. Ces faits sont l'ordinaire d'un quartier immigré.

Malgré ce que veulent nous faire croire les "antiracistes" bien-pensants -- ces nobles âmes --, la police dans

son ensemble, est une institution raciste de par sa fonction même. Une de ses tâches est bel et bien de réprimer la "classe dangereuse" que la bourgeoisie voit dans les travailleurs immigrés et leurs enfants.

Le racisme n'est pas une idée mauvaise, "produit de la bêtise", c'est la conséquence directe de la ségrégation raciale qui permet de maintenir la surexploitation de la classe ouvrière immigrée. La police a pour tâche de terroriser une population entière et de la maintenir marginalisée pour le compte des vampires de l'industrie. De la même façon que la police brise systématiquement les piquets de grève et attaque les manifestations ouvrières pour préserver les sacro-saints profits, elle prolonge ce travail dans les quartiers immigrés et dans ses commissariats.

La police française n'a pas l'apanage des meurtres racistes. Aux USA, en Grande-Bretagne, pour ne citer que ces deux pays, les mêmes raisons produisent les mêmes effets. Thatcher lance ses nerfs contre les minorités ethniques et la classe ouvrière tout entière, comme l'a montré la répression sanglante contre la grève héroïque des mineurs. Portées par la réaction reaganienne, les polices américaines tuent régulièrement Noirs et Hispaniques. Elles n'ont pas hésité à bombarder et incendier un quartier noir de Philadelphie pour liquider MOVE, une secte noire inoffensive se réclamant du retour à la nature. La crise économique qui ravage le monde capitaliste s'accompagne de ce genre de barbarie.

La police en France prend de plus en plus un caractère bonapartiste et se sent de plus en plus libre d'agir comme bon lui semble, se faisant "justice" elle-même. Le gouvernement lui donne une couverture législative en promulguant des lois de ségrégation raciale. Et Joxe, le patron des commissaires Ambrosini, "modernise" la police (lire: lui offre des moyens accrus de répression) et invite les commissaires de police à être "plus toniques". Bien sûr, le raciste sans uniforme peut sortir son fusil et "se faire un Arabe"; la Loi et l'Ordre lui montrent l'exemple. Il faut stopper la terreur raciste! Les flics assassins,

tortionnaires, doivent être jetés en prison!

Le 2 septembre, tout un quartier immigré du nord de Marseille s'est insurgé contre l'arrogance meurtrière de la police. En plein après-midi, des flics, tirant dans tous les sens au beau milieu des enfants en train de jouer, abattaient froidement un malfaiteur qu'ils avaient poursuivi jusque là. Selon les témoins, l'homme venait de perdre son arme et criait: "Je me rends" quand les flics l'ont exécuté à bout portant sous les yeux de la population. Choqués par l'horreur de la scène, indignés de voir leurs enfants exposés à la rage de tuer des flics, les habitants de la cité La Paternelle se sont soulevés contre la police et ont résisté à l'invasion armée des "renforts".

Ce sursaut d'indignation ne doit pas rester isolé! Il est en effet plus que temps de montrer aux flics qu'il y a des choses que des gens décents ne peuvent pas tolérer: il faut des patrouilles d'autodéfense qui protègent les habitants des quartiers immigrés contre les exactions des tueurs en uniforme. Mais il est crucial que les quartiers ne restent pas seuls face aux flics. La classe ouvrière organisée, dont les travailleurs immigrés notamment dans l'automobile, a tout à perdre au développement des divisions raciales. Elle doit se mobiliser résolument contre la terreur raciste: d'abord par des manifestations et des grèves de protestation en soutien aux victimes de la terreur raciste, mais aussi et surtout en organisant des patrouilles d'autodéfense unissant ouvriers français et immigrés et habitants des quartiers pour assurer leur défense contre les méfaits des flics et des "beaufs" racistes.

Parce que la population immigrée et les autres minorités ethniques sont marginalisées dans leurs cités-ghettos, et donc vulnérables, mais parce que dans sa composition ouvrière la population immigrée est au coeur de l'industrie, c'est aux syndicats ouvriers, surtout dans leur composante blanche, qu'incombe cette tâche de protéger la population immigrée.

L'unité des travailleurs français et immigrés ne se forgera pas dans les sermons du haut des tribunes. Il faut commencer par mettre sur pied dans chaque entreprise un comité d'éducation, non seulement pour lutter contre la discrimination raciale du patronat et apprendre aux ouvriers arriérés quel est leur devoir élémentaire envers leurs frères de classe immigrés, mais aussi et surtout pour mettre hors d'état de nuire les provocateurs racistes qui tentent de dresser les travailleurs français et immigrés les uns contre les autres et aussi pour mobiliser les syndicats contre tous les crimes racistes, à l'usine ou dans les quartiers. De tels comités d'éducation pourraient être l'embryon d'une future milice ouvrière.

La lutte contre la discrimination raciale est aujourd'hui une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière. A bas la terreur raciste! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Lettre

La France dans le Pacifique

A la rédaction du *Bolchévik*
Hamburg, le 8 juillet 1985

Chers camarades,

Après avoir lu votre article "Bras de fer dans le Pacifique", le *Bolchévik* n°55 de mai 85, j'ai pensé qu'il serait utile d'ajouter un ou deux points.

Il ne fait aucun doute que l'arrivée du ministre Hernu, perché sur le sous-marin nucléaire *Rubis*, était un geste spécialement adressé à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Il y a quelques années, on a assisté à une lutte d'influence entre les intérêts coloniaux français et britanniques sur l'île de Vanuatu au moment de son indépendance. Alors que les

Britanniques et les Français se préparaient à envoyer des Marines ou des paras, l'Australie les a pris de vitesse en faisant débarquer des troupes de Niugini, une de ses néo-colonies. La Nouvelle-Zélande mit sur pied une "force d'intervention rapide" conçue tout spécialement pour maintenir l'ordre dans le Pacifique. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les impérialistes japonais ont eu pas mal de fil à retordre avec les "Independent Companies" australiennes souvent composées par une forte proportion d'habitants des îles du coin. L'armée néo-zélandaise, minuscule mais parfaitement bien entraînée, comprend une forte proportion de Maoris et autres ethnies du Pacifique, y compris dans ses unités de Rangers. Pourtant, on peut douter de la capacité des impérialistes mineurs australiens ou des mini-impérialistes néo-zélandais de monter une opération du type des Malouines. Historiquement, ces deux pays ont fourni des troupes de combat de très haute tenue dans les deux guerres impérialistes, ainsi que pour les sales interventions colonialistes et contre-révolutionnaires de l'impérialisme. Mais ces expéditions reposaient sur une mentalité brutale et arrogante de colons blancs et sur la force logistique de puissances impérialistes majeures (d'abord la Grande-Bretagne et ensuite les USA). Néanmoins, ce n'est pas difficile d'imaginer le spectacle de navires de la France et de l'ANZAC coulés ensemble au fond du Pacifique -- expression même du défaitisme révolutionnaire.

Ce qui est plus significatif, c'est le contexte dans lequel Hernu a fait son geste théâtral. Dans les années soixante-dix, un gouvernement travailliste néo-zélandais avait envoyé une frégate, avec à son bord un ministre, dans la zone des essais nucléaires français. Le geste d'Hernu était destiné sans nul doute à rappeler aux Australiens et Néo-Zélandais leur précédent échec à "s'immiscer dans les affaires intérieures françaises". Aujourd'hui, la Nouvelle-Zélande a un autre gouvernement travailliste. Au début de l'année, il a refusé ses ports aux navires américains nucléaires ou dotés d'armes nucléaires. Les impérialistes US, furieux, ont annulé des manoeuvres et projets militaires communs. L'administration Reagan a froidement déclaré que le gouvernement néo-zélandais allait payer pour ça et l'a menacé de représailles économiques. Ce faisant, Reagan évoquait le sort du gouvernement travailliste australien de Whitlam qui avait été renversé à l'instigation de la CIA quand il avait fait des problèmes au sujet de la base de Pine Gap, une station d'écoute et de surveillance des satellites.

On peut assumer sans trop de risque que l'action provocatrice de la France n'était pas seulement à l'intention des Australiens et des Néo-Zélandais. Le message est: Ecoute, Oncle Sam, nous avons quelques petits problèmes avec une de nos colonies, et les impérialistes locaux ont leurs propres ambitions. Mais ne jouons pas aux dégoutés comme eux. Nous n'aimons pas du tout cette ineptie de "zone dénucléarisée". Tu peux nous faire confiance pour les préparatifs de guerre antisoviétique. Ainsi, encore une fois, le "socialiste" Mitterrand fait montre de sa fidélité à la campagne impérialiste de guerre antisoviétique.

Salutations,
David Strachan

Correction

Dans notre numéro 56 de juillet-août, une légende de photos a été amputée. Les deux photos illustrant l'article "Sri-Lanka -- A bas la terreur d'Etat anti-tamoule!" (page 8) avaient pour légende: "[à gauche] Jayewardene, président de Sri-Lanka, et le chef de l'impérialisme US. [à droite] Une victime d'un pogrome anti-tamoul à Jaffna". De plus, la victime tamoule n'était malencontreusement pas identifiée dans la légende; il s'agit de Balarothy, un militant du TULF (Tamil United Liberation Front), assassiné sauvagement par l'armée lankaise en 1981.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France,
Section de la tendance spartaciste
internationale, pour reforcer
la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder,
William Cazenave (rédacteur en chef),
Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri
Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Jean Thimbault.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William
Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:
● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris cédex 10
Téléphone: 208-01-49
● Rouen: M. Benoît, B.P. 817,
76009 Rouen cédex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra,
75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres
ou articles signés ne reflètent pas
nécessairement le point de vue de
la rédaction.

Greenpeace: le scandale c'est qu'il n'y ait pas de scandale

Consensus nucléaire: mandat pour le terrorisme d'Etat

7 septembre -- Le 10 juillet dernier, dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, une double explosion éventre la coque du *Rainbow-Warrior*, un ancien chalutier affrété par l'organisation écologiste Greenpeace pour une campagne de protestations contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Victime de deux mines magnétiques placées sur sa coque, le navire sombre en quelques minutes. Un militant de Greenpeace qui se trouve à bord, Fernando Pereira, 36 ans, est tué par l'explosion de la deuxième mine. Mais le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd. Peu après, le *Monde* (13 juillet) écrit en effet que les dirigeants de Greenpeace "sont convaincus que le ou les auteurs de l'attentat, parfaitement renseignés, voulaient en fait décapiter le mouvement: les sept responsables internationaux [de Greenpeace] devaient en effet se réunir à bord pour préparer la campagne [contre les essais nucléaires français], et c'est seulement à la dernière minute qu'ils ont renoncé à passer la nuit sur le bateau, préférant un hôtel en bord de mer".

Cela ne fait aujourd'hui plus aucun doute: cet acte terroriste meurtrier a été perpétré par des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, ex-SDECE), l'officine française d'espionnage placée sous le contrôle du ministère de la Défense nationale. Deux équipes du "service action" de la DGSE ont posé les mines qui ont tué Fernando Pereira: le couple de faux touristes suisses actuellement détenus en Nouvelle-Zélande -- en fait deux officiers français, le capitaine Dominique Prieur, du "cadre spécial" (personnels féminins) et le chef de bataillon Alain Mafart, récemment commandant en second du Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) d'Aspretto en Corse -- et l'équipage du voilier *Ouvéa*, dont trois autres plongeurs-saboteurs du CINC.

LA DGSE LA MAIN DANS LE SAC

Cet acte odieux n'a hélas rien d'exceptionnel. Les tueurs à gages de l'impérialisme français ont à leur actif beaucoup d'autres opérations terroristes, particulièrement dans les restes de l'empire colonial et dans les néo-colonies africaines où les "barbouzes" et les paras français font et défont en toute impunité les gouvernements. Mais dans cette affaire, les agents de la DGSE ont justement commis l'erreur de croire

qu'ils bénéficieraient en Nouvelle-Zélande de l'impunité quasi-absolue dont ils ont l'habitude de jouir au Tchad, en République centrafricaine, au Gabon, en Polynésie ou en France.

Car cette région est aujourd'hui un "environnement hostile" pour l'impérialisme français. D'abord l'Australie, qui abrite des installations d'espionnage électronique et de télécommunications constituant un élément central du dispositif américain de première frappe nucléaire contre

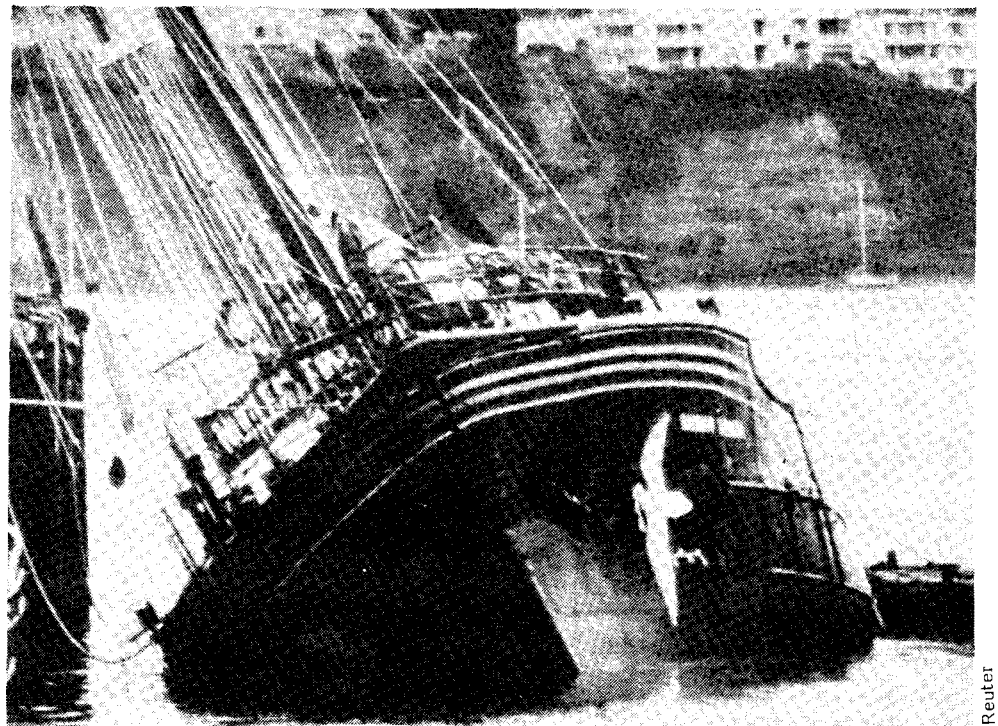
pays. Ce genre d'"affaire" offre l'occasion d'entrevoir, pour un instant, un peu de ce qui se passe dans la fange des services secrets. Ainsi J. Isnard nous a-t-il expliqué, comme par inadvertance, dans le *Monde* du 28 août que la "division action" de la DGSE a récemment effectué en Espagne des opérations qui ont été des "réussites" (assassiner des militants basques de l'ETA?); et dans le numéro du 7 septembre, il expliquait le fonctionnement des

plus blanc", titrait *Libération* le 27 août. Et le lendemain, Fabius pouvait ordonner à Hernu de poursuivre "sans délai ses investigations" dans la DGSE et se déclarer sereinement prêt à sacrifier quelques exécutants si jamais la justice néo-zélandaise arrivait à forcer les chicanes juridiques dressées par la France pour protéger les membres du commando rentrés au bercail.

Pourtant, la responsabilité de cet acte prémédité de *terrorisme d'Etat*, perpétré avec d'importants moyens matériels et financiers, appartient en premier chef au président Mitterrand, chef des armées -- comme il se plaît à le répéter sur tous les tons --, à son gouvernement et à son ministre de la guerre Hernu. Le rapport Tricot cite une note de l'amiral Pagès, commandant le centre d'essais nucléaires du Pacifique, comme quoi la DGSE devait "anticiper" les actions des militants pacifistes. Comment ne pas penser à Eloi Machoro, le dirigeant du FLNKS assassiné en Nouvelle-Calédonie d'une balle en pleine poitrine par un gendarme du GIGN après que le gouvernement français eut donné l'ordre de le "neutraliser"? Les têtes galonnées ont agi dans le cadre poli-



Le *Rainbow-Warrior* coulé par les barbouzes français. "Anticipez" qu'on leur a dit!



Reuter

l'URSS et qui aimerait bien être débarrassée de la France pour satisfaire ses ambitions de mini-grande puissance hégémonique dans la région. Ensuite la Nouvelle-Zélande, où le gouvernement travailliste de David Lange fait en ce moment l'objet d'une campagne de déstabilisation de la part de la Maison Blanche, en représailles contre le refus de la Nouvelle-Zélande d'autoriser les navires nucléaires américains à faire escale dans ses ports. Pour Lange, l'attentat perpétré contre Greenpeace par les services secrets français était une occasion en or pour battre le rappel de ses troupes et prouver que tout ce qui est nucléaire est "mauvais". Les illusions libérales de Greenpeace et sa propagande pacifiste pour le désarmement rencontrent un écho favorable dans la population néo-zélandaise; elle vient de découvrir qu'elle ne peut plus échapper à une apocalypse nucléaire dans l'hémisphère nord et elle n'apprécie pas, et à juste titre, d'être arrosée par des retombées nucléaires à cause de Français qui font preuve à son égard d'une arrogance méprisante -- témoin l'envoyé spécial du *Monde* (3 septembre) qui traite le premier ministre néo-zélandais de "petit empereur des cocotiers".

Mais au moins, il semble maintenant que les agents français seront jugés en Nouvelle-Zélande. (En France, aucun des agents secrets impliqués dans cette affaire ne peut être jugé, car ce sont des militaires et seul le gouvernement peut décider de porter plainte contre eux.) C'est une bonne chose et une bonne occasion pour la classe ouvrière de ce pays d'apprendre quelque chose sur les coups tordus de l'appareil d'Etat capitaliste sordide qui dirige ce

"filières" de la DGSE pour "exfiltrer" dans des coffres de voitures de hautes personnalités hors de France (ou pour faire disparaître des personnes enlevées par ses sbires, comme Ben Barka). Le devoir d'un parti révolutionnaire est d'utiliser cette situation inhabituelle pour dénoncer devant les plus larges masses les agissements de ces officines de meurtre et d'espionnage et du gouvernement qui les emploie. Mais il faudra rien moins qu'une révolution sociale pour que les crimes de ces instruments occultes de l'Etat impérialiste soient révélés au grand jour, comme la révolution d'Octobre 1917, en renversant l'ancien appareil d'Etat, a permis de révéler ceux de la sinistre police secrète tsariste, l'Okhrana. En attendant, nous réclamons que le procès des "Turenge" soit entièrement retransmis aux heures de grande écoute par la télévision d'Etat française.

MITTERRAND AUSSI EST COUPABLE!

Avec le rapport Tricot, à grand renfort d'arguments fallacieux et de fausse naïveté et dans un style pompeux où le grotesque le dispute au cynisme, Mitterrand et son gouvernement ont tenté de s'absoudre de toute responsabilité. "Tricot lave

tique que leur a donné le gouvernement -- ce qui n'enlève rien à leur propre responsabilité dans cet acte odieux.

Et Mitterrand persiste et signe. Le 18 août, il montait sur ses ergots de maître absolu de l'apocalypse nucléaire pour rappeler à sa soldatesque que Greenpeace est toujours l'ennemi. Dans une "directive" adressée aux forces armées, il lançait cette sinistre mise en garde: "Je réitère l'ordre donné aux armées d'interdire, au besoin par la force, toute entrée non autorisée dans les eaux territoriales françaises et l'espace aérien français des atolls polynésiens du secteur de Mururoa et de Fangataufa [...]. Je rappelle que les essais nucléaires dans le Pacifique continueront autant qu'il sera jugé nécessaire pour la défense du pays par les autorités françaises et elles seules" (le *Monde*, 20 août). La marine française, la Royale, attendra donc de pied ferme la flotille de Greenpeace qui doit arriver mi-octobre à proximité des atolls nucléaires français; on peut craindre de nouvelles exactions meurtrières de l'armée française, qui s'arroge le droit d'interdire toute navigation à moins de 60 miles (110

Suite page 10



Greenpeace

1973, au large de Mururoa. Des militaires français tabassent David McTaggart, président de Greenpeace. Il aura l'oeil crevé.

Tortures dans un commissariat de Rouen

Emprisonnez les flics tortionnaires!

1er septembre -- Les flics torturent dans les commissariats de Rouen. Et quand les victimes osent porter plainte, les flics tortionnaires se lancent dans une longue traque revancharde. Une affaire qui s'inscrit dans une longue série de crimes racistes perpétrés par la police tout au long de ces derniers mois.

Cinq jeunes sont arrêtés le 28 février devant un immeuble des Sapins, les "Minguettes" de Rouen. Un de ces quartiers "pour les immigrés". Débarqués au commissariat, Farhid, Ismaïl, Lionel, Mahjid et Stéphane, âgés de 15 à 18 ans, vont être sadiquement torturés pendant les 24 heures de leur "garde à vue". Le prétexte, ben voyons!, c'est pour leur faire avouer un vol de voiture qu'ils n'ont d'ailleurs vraisemblablement pas commis (ils ont un alibi solide).

Ils raconteront eux-mêmes, quelques semaines plus tard, ce qu'ils ont subi: "Je suis tombé par terre et V. s'est mis à marcher sur moi. Ensuite V. a sorti un canif, il l'a fait chauffer au briquet, l'autre me tenait, et il m'a brûlé au sexe. Ensuite, ils m'ont ramené dans le couloir avec les autres. Il y en a un qui m'a mis son pétard devant la bouche, il m'a dit: 'Je vais te flinguer.' Il a tiré, il était à un ou deux mètres. J'ai reçu une balle à blanc dans la figure. J'avais une plaie à la jambe avant d'arriver, ils m'ont enfoncé un stylo dedans." Un autre: "C'était des injures racistes à gogo, melon, bougnoule, etc. [...] J'ai envie d'en prendre un de votre bande, de lui mettre une balle dans la tête et de le jeter dans la Seine. Je sais bien que vous, vous ne parlerez pas, vous aurez trop peur qu'on vous flingue après." ...pour ne citer que quelques extraits d'un récit qui porte sur 24 heures de sévices sadiques et racistes dignes des tortionnaires de la guerre d'Algérie.

C'est au moment de leur passage devant un magistrat, après cette "garde à vue", que l'avocat de permanence remarque une oreille déchirée, des traces de brûlures, etc. Mais les jeunes, encore terrorisés, refusent d'abord de dire ce qui s'est passé. L'avocat appelle le SAMU et l'on fera au centre hospitalier de Rouen un constat médical en bonne et due forme. Le 29 mai dernier, encouragés par un groupe d'éducateurs de leur quartier, ils portent plainte.

LES FLICS TORTIONNAIRES VEULENT LEUR PEAU

La plainte doit déboucher immédiatement sur une inculpation et l'emprisonnement des tortionnaires, ne serait-ce que pour protéger les cinq jeunes contre les représailles.

En effet, la réaction des flics ne s'est pas fait attendre. Bien enten-



Rouen, 29 juin -- Manifestation censée protester contre les tortures dans le commissariat, sans un slogan, sans un mot sur l'affaire! Seule la LTF appelait à l'emprisonnement des flics tortionnaires.

du, ils ont essayé de nier les faits et de faire passer ces jeunes pour de dangereux délinquants. Mais surtout, ils se sont lancés dans une traque pour faire "tomber" et "neutraliser" ceux qui ont eu le courage de mettre leurs exactions au grand jour.

Depuis le jour du dépôt de la plainte, il semble que pas un délit ne soit commis sur la place de Rouen sans que quelques-uns de ces cinq jeunes ne soient pris dans les filets de la police "comme par hasard" (selon les termes de Paris-Normandie qui sert de support publicitaire à cette vendetta des flics). Ils sont donc devenus des cibles vivantes pour les flics et leurs "amis civils" (dont certains se trouvent souvent là pour donner un coup de main dans les "interrogatoires"). Ainsi, Farhid passera plusieurs heures à l'hôtel de police pour un tableau d'affichage d'immeuble cassé accidentellement par un de ses copains, Ismaïl, lui, sera arrêté et interrogé par les gendarmes parce qu'il roulait sans casque sur un scooter "non signalé volé".

La semaine suivante, Joël et Ismaïl sont "surpris pas loin" d'une voiture particulière, appartenant à un CRS qui venait d'être fracturée. On peut même émettre des doutes sur le fait que la voiture ait été fracturée; en effet, selon Paris-Normandie, des épaulettes d'uniforme étaient bien visibles de l'extérieur. On imagine mal quelqu'un, et a fortiori ces jeunes-là, y toucher! Pourtant, cela suffit pour les arrêter. Le carnet de chèques du CRS est opportunément retrouvé, "jeté" dans le fourgon de police. Cette "preuve" qui sent le coup monté suffit à inculper les

deux jeunes. Et bien sûr, ces "affaires" sont complaisamment montées en épingle par la presse locale de Hersant, Paris-Normandie.

IL FAUT ARRÊTER LES FLICS

Cette série de harcèlements semble bien préparer une "neutralisation" policière des cinq plaignants. Le message est clair: "Un jour, nous aurons votre peau." Il faut une campagne ouvrière sur la région mobilisant syndicats, partis ouvriers et organisations démocratiques pour arrêter le bras vengeur des flics avant qu'il soit trop tard.

Une campagne d'information et de protestation a commencé au printemps à l'initiative d'éducateurs regroupés au sein d'une association "La banane a mûri", mais elle est malheureusement affaiblie par le sectarisme anticommuniste et une volonté ferme de ne pas poser les vrais enjeux.

Le 29 juin, plusieurs centaines de personnes manifestaient dans les rues de Rouen. Dans cette manifestation activement organisée par, entre autres, la LCR/JCR il n'y avait rien, pas un mot sur l'affaire. Aucun mot d'ordre sur les tortures, pas d'appel à la prison pour les tortionnaires, en dehors du cortège remarqué de la LTF. En fait, la politique des organisateurs de la manifestation et des animateurs de la campagne de "sensibilisation" est plutôt de faire appel aux "flics raisonnables". On envoie une délégation à la préfecture de police, on invite les flics à "venir s'expliquer" dans une conférence de presse. En fait, ils cherchent à faire passer l'idée que ces actes racistes sont le fait de quelques brebis galeuses égarées, alors que les immigrés au premier chef savent parfaitement que cela se passe partout en France. Ils disent eux-mêmes ne pas vouloir faire le procès de la police. Bien entendu! Cela mettrait le doigt sur le fait que c'est le gouvernement "de gauche" qui est directement responsable de sa police et du fait que les flics se sentent les mains libres pour disposer de qui ils veulent.

Des jeunes sont en danger et on organise des "carnavals", comme si le problème était un "manque de tolérance pour une culture différente" (curieux euphémisme pour la torture!)



La police française est une institution raciste, qui défend un ordre social qui engendre nécessairement ségrégation raciale et terreur raciste. Mais les libéraux et les réformistes qui veulent un capitalisme plus "propre", "à visage humain", font tout pour convaincre les victimes de la terreur policière que le problème c'est quelques flics racistes et qu'il faut que les jeunes des banlieues puissent "avoir confiance" dans "leur" police.

Bien sûr, comme le disait la Ligue trotskyste dans un tract distribué dans la région rouennaise, "on ne peut pas compter sur la 'justice' de l'Etat bourgeois. Comme les flics, elle est là pour défendre les intérêts des patrons contre les ouvriers, faire appliquer leur politique d'expulsions et de terreur raciste [...]. Si la classe ouvrière, les syndicats, les organisations ouvrières, ne montrent pas par une mobilisation massive qu'ils ne toléreront pas que les flics fassent subir à leurs enfants les pires sévices, ces cinq jeunes, qui ont pris des risques énormes en portant plainte, se trouveront dans la position de l'accusé".

La mobilisation sur cette affaire doit devenir un point de ralliement pour que cessent ces actes racistes qui ont lieu dans toute la France et qui sont courants à Rouen. (Une deuxième conférence de presse a montré d'autres victimes de sévices similaires et les témoignages continuent d'affluer.)

- Les flics tortionnaires doivent être jetés en prison!
- Flics hors des quartiers immigrés!



Ismaïl, Farhid, Mahjid et Lionel: "Nous avons été torturés." Depuis, ils sont pourchassés par les flics tortionnaires.

BOLCHEVIK البشفيك

بسطا الرعب المصري!
بذعة المظنة

جميع للمهاجرين

عمال رونيوكليو الو طالبو:
لا فراب عام لعمال السيارات

N°1 - A bas la terreur raciste! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

N°2 - Des ouvriers de Renault-Cléon à Talbot: Pour une grève générale de l'automobile!

Ecrire au Bolchévik
B.P.135-10, 75463 Paris cédex 10

A propos de SOS-Racisme ... Juifs et Arabes, quelle unité ?

Depuis le printemps, la collaboration entre Juifs et Arabes au sein de SOS-Racisme est devenue spectaculaire. Le 29 mars, après l'attentat antisémite contre le festival du cinéma juif, SOS-Racisme a manifesté sous le slogan "Arabes à Menton, Juifs à Paris, c'est toujours nos potes qu'on assassine". Des Beurs se sont joints à la protestation de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) à Bitburg contre l'obscène réhabilitation des meurtriers SS par Reagan. En juin, des Beurs tels que Ridha Homm et Kaïssa Titous (membres du bureau de SOS-Racisme) ont visité les camps de la mort nazis de Maïdanek et d'Auschwitz en Pologne avec des jeunes Juifs français.

Il est juste de condamner le génocide hitlérien en commémorant l'Holocauste, comme il est juste de souligner que, même si ses victimes sont surtout les immigrés et leurs enfants, la vague de terreur raciste en France frappera de plus en plus des Juifs. Du point de vue de la lutte révolutionnaire contre la réaction, un rapprochement entre Juifs et Arabes est crucial, puisqu'il permet d'envisager la possibilité de fronts uniques contre la menace qui pèse sur ces deux communautés: la montée dramatique des fascistes. En même temps, les révolutionnaires marxistes, qui se battent pour une alternative internationaliste prolétarienne aux luttes sanguinaires nationalistes du Proche-Orient, doivent se saisir de la moindre brèche dans le mur du soupçon et de la haine qui existe entre Juifs et Arabes.

Mais sur quelles bases peut-on réaliser cette unité entre Juifs et Arabes? Le commentaire du Monde (25 juin) sur la visite de SOS-Racisme à Auschwitz pose le problème: "Pour les Arabes, il fallait accepter de dissocier Auschwitz de l'Etat d'Israël [...]. Ce recueillement commun devant des lieux de l'extermination n'a été possible, admettent les responsables de SOS-Racisme, qu'au prix d'un silence sur le conflit du Proche-Orient."

Cette auto-censure devient une censure tout court. La déclaration de Stéphane Boujnah, un représentant de l'UEJF, a tracé brutalement les limites de la collaboration: "Si Ibrahim Souss [représentant de l'OLP à Paris] venait à adhérer à SOS-Racisme, j'en partirais certainement" (le Monde, 4 avril). Le bloc au sein de SOS-Racisme est bien fragile.

Mogniss Abdallah, de la revue *Im'média*, et critique farouche de la stratégie "antiraciste" de SOS-Racisme, a dû constater: "[...] la présence de l'UEJF dans l'état-major de SOS et ses prises de position en faveur d'Israël ont été vécues comme une OPA, une véritable provocation, voire comme une humiliation supplémentaire venant corroborer le sentiment diffus de se faire déposer de sa propre histoire. Dans la difficile cohabitation entre juifs et musulmans, on a alors assisté à un sursaut communautaire, histoire de rappeler que 'Beur' en verlan cela veut dire Arabe [...]" (Libération, 15-16 juin).

L'ANTISIONISME: SEULE BASE POUR L'UNITE JUIFS-ARABES

Il est impossible d'être un antiraciste conséquent tout en soutenant l'Etat sioniste, fondé sur l'expulsion et le massacre du peuple palestinien, une théocratie qui n'accorde la citoyenneté qu'aux Juifs. Voilà la contradiction énorme dans laquelle se trouvent les jeunes Juifs sionistes qui se veulent antiracistes.

D'après Eric Ghebal, le président de l'UEJF, on ne peut pas "régler l'imbroglio proche-oriental sur les rives de la Seine" (*Touche pas à mon pote* n°2, mai-juin). Soit. Néan-

moins, il est faux de prétendre que la participation de l'UEJF à SOS-Racisme est une affaire strictement française. Une telle coalition aurait été tout simplement impossible il y a dix ans.

La communauté juive de France a été ébranlée par l'invasion israélienne du Liban en 1982. Face à cette tentative d'exterminer les Palestiniens, qui s'est soldée par les massacres de Chatila et Sabra, un clivage est apparu pour la première fois au sein des organisations juives, bien que la critique de Begin et Sharon ne représente pas une rupture avec le sionisme.

De l'autre côté, comme l'explique l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun, "[...] je crois que 1982 a été le tournant: la première grande manifestation d'Israéliens à Tel-Aviv contre ce qui se passait au Liban a beaucoup impressionné les Arabes" (*Libération*, 15-16 juin). Et, comme l'écrivain juif Marek Halter le rappelle à Tahar Ben Jelloun, l'existence de l'Etat sioniste n'est plus mise en cause, au moins par ces intellectuels arabes qui suivent l'OLP dans sa quête auprès des puissances impérialistes pour se faire octroyer un "mini-Etat" cisjordanien.

Sans le discrédit du nationalisme arabe "radical", sans la réaction

de langue hébraïque et pour les Arabes palestiniens dépossédés d'exercer leur droit à l'autodétermination nationale? Seulement à travers une Palestine binationale, dans une fédération socialiste du Proche-Orient. Cela veut dire la destruction de l'Etat sioniste, de son appareil de répression et de ses institutions théocratiques et d'exclusion raciale -- pas la coexistence de cet Etat avec un bantoustan palestinien en Cisjordanie, ni la négation des droits nationaux du peuple de langue hébraïque.

La clé au Proche-Orient est une direction communiste qui forge un collectif de cadres arabes et juifs israéliens unis dans la lutte contre les Begin et Pères, les Hussein, Assad et Arafat. Seul un parti ouvrier internationaliste peut montrer la voie vers la paix et la satisfaction des droits nationaux pour tous les peuples du Proche-Orient.

L'ANTISIONISME, C'EST AUSSI LA LUTTE CONTRE L'ANTISEMITISME

Non seulement les révolutionnaires refusent de rendre toute la population israélienne coupable des crimes commis par l'Etat sioniste, mais nous refusons également de suivre la logique à la fois du sionisme et du nationalisme arabe et traiter les Juifs partout

l'oppression meurtrière, quotidienne, que subit la population immigrée. Mais si les opprimés n'en viennent pas à la compréhension qu'un mal fait à un, c'est un mal fait à tous, jamais ils ne viendront à bout de leur oppression!

Cette compréhension doit se cristalliser au travers d'un parti léniniste d'avant-garde armé d'un programme pour en finir avec l'oppression raciale. L'unité entre les ouvriers français et immigrés, entre Juifs et Arabes, doit avoir une base de classe -- la lutte pour renverser le capitalisme. Ce programme, le programme de l'internationalisme prolétarien, est aussi la base de notre opposition au sionisme.

Dans leur lutte contre la terreur raciste, les révolutionnaires peuvent se trouver coude à coude, de façon ponctuelle, avec des organisations juives, y compris sionistes, pour balayer la vermine fasciste. Mais seul l'antisionisme prolétarien permet une véritable lutte contre l'antisémitisme. Au fond, l'idéologie sioniste prêche la fuite dans un ghetto national qui, comme Trotsky l'avait prévu, représente un piège mortel pour les Juifs. Loin d'être un compromis avec le sionisme, "dissocier Auschwitz de l'Etat d'Israël" comme dit le Monde, c'est, pour les révolutionnaires, disputer la prétention sioniste que l'Holocauste pourrait justifier l'expulsion et le massacre des Palestiniens.

QU'EST-CE QUE SOS-RACISME?

La participation de l'UEJF à SOS-Racisme est basée sur une tentative d'éviter toute mention du Proche-Orient, parce que cette organisation n'est pas un front unique pour l'action antiraciste (basé sur le principe: marcher séparément, frapper ensemble -- faire front commun tout en gardant la liberté d'exprimer ses critiques). C'est un cartel pour émettre une propagande "antiraciste" vaseuse au service du gouvernement. Evidemment, quand on confectionne des sermons mielleux pour éviter de s'attaquer aux manifestations concrètes de l'oppression raciale, des divergences doivent être supprimées.

Le badge de SOS-Racisme est devenu un phénomène de masse. Pour toute une génération de jeunes, surtout des collèges et lycées, "Touche pas à mon pote" exprime les aspirations les plus élémentaires à un peu de décence humaine. Ils sont au début de leur évolution politique; nous n'allons pas prédire où elle les mènera. Ne les confondons pas avec l'équipe dirigeante de SOS-Racisme, d'ex-militants d'"extrême gauche", des sociaux-démocrates et des libéraux bien rodés qui ont mis leur talent pour un spectacle médiatique au service de Mitterrand.

Souvent les jeunes lycéens et collégiens font de Le Pen le symbole de la pourriture raciste dans ce pays. Or, SOS-Racisme ne prétend pas mener un combat antifasciste. Tout comme pour le PS, Le Pen n'est qu'un épouvantail utile contre lequel quelques sermons "antiracistes" peuvent suffire. Le "dialogue" avec les "racistes" (dans l'abstrait) que nous propose SOS-Racisme est un misérable alibi pour laisser courir les porte-parole du lynchage et les organisateurs de futurs pogroms. L'assassinat des immigrés (ou des Juifs ou des communistes) n'est pas un sujet à débattre!

Mobiliser la puissance de la classe ouvrière multiraciale contre les nerfs fascistes est inséparable d'une lutte contre les expulsions, les rafles, les meurtres policiers et la discrimination raciale qui sont l'oeuvre des gérants sociaux-démocrates actuels

Suite page 10



Le 29 mars, manifestation de SOS-Racisme après l'attentat antisémite contre le Festival du cinéma juif.

juive contre les "excès" de Begin (qui sont, quand même, les méthodes employées par toutes les ailes du sionisme pour établir cet Etat avant et après 1948), le bloc de SOS-Racisme aurait été impossible.

Ce bloc est donc à la merci des événements au Proche-Orient. Une flambée d'attentats palestiniens ou une nouvelle aventure militaire sioniste au Liban détruiraient ce bloc, et le résultat de cette tentative de faire semblant d'ignorer la question explosive du sionisme pourrait stériliser pendant longtemps toute possibilité de collaboration entre Juifs et Arabes. Cette politique de l'autruche est d'autant plus absurde dans un pays qui aspire à jouer un rôle dans la région et qui a envoyé ses paras désarmer les combattants palestiniens à Beyrouth en 1982!

Les Palestiniens ont un droit à l'autodétermination nationale qui s'étend non seulement à Ramallah et Naplouse mais aussi à Haïfa, Tel-Aviv et Amman. Le programme d'une Palestine démocratique-bourgeoise laïque (pour autant qu'elle ne soit pas simplement une couverture libérale pour le nationalisme arabe) est une utopie. Le conflit israélo-arabe n'est pas un problème "confessionnel", religieux. Il est le produit de l'interpénétration historique de deux peuples sur le même territoire. Comment est-il possible à la fois pour le peuple

dans le monde, aussi fanatiquement sionistes qu'ils soient, comme de simples auxiliaires de cet Etat. D'autant plus quand il s'agit de lutter contre la terreur raciste en France.

Il faut comprendre que les partisans de la nation qui opprime aujourd'hui en Israël sont, en France, une minorité ethnique prise comme cible par des racistes antisémites. Les Juifs originaires d'Afrique du Nord sont traités tantôt de "bougnoules", tantôt de "yupins", mais tous les Juifs en France, aussi "respectables" et "assimilés" soient-ils, peuvent toujours être victimes de l'antisémitisme, qui est le compagnon inévitable du racisme anti-arabe.

Pour gagner la petite-bourgeoisie, les démagogues fascistes ont toujours besoin du bouc émissaire de la "haute finance juive". Les immigrés sont au bas de l'échelle sociale; dans le délire raciste et xénophobe, à la "colonisation de la France par les Arabes" doit s'ajouter une mythologie du complot organisé par des "forces occultes" telles que les protestants, les francs-maçons et les juifs.

C'est pourquoi la défense des droits démocratiques est indivisible; le parti révolutionnaire, en tant que "tribun du peuple", ne doit pas laisser passer sans riposte une seule manifestation de l'oppression. Certes, les attentats antisémites ont souvent un écho beaucoup plus grand que

Manouchian: le film que le PCF voulait interdire

Extraits des interviews du film "Des terroristes à la retraite", de Serge Mosco, diffusé sur Antenne 2 le 3 juillet dernier.

Intérieur jour: plan sur Raymond Kojitski, installé à sa machine à coudre

Voix off: Raymond Kojitski travaille dix heures par jour pour livrer trois blousons de cuir à 75 francs la pièce, sans se plaindre et sans rien regretter du passé.

Raymond Kojitski. -- Ah pas du tout! Alors, alors là, vraiment pas. Mais alors d'aucune manière, mais rien du tout. Ça ne trouble pas mes nuits.

Mosco. -- Pourquoi?

Raymond Kojitski. -- Parce que s'il y avait quelques nazis encore aujourd'hui à supprimer, je le ferais volontiers et avec plaisir, absolument sans remords. Les nazis ont

déporté et assassiné mon frère, ma mère, mes deux soeurs, ma grand-mère, ma tante, mon oncle, mon petit cousin qui avait trois ans. Alors aujourd'hui, c'est une haine qui ne peut pas me quitter.

Intérieur jour: plan sur Charles Mitzflicker dans son atelier de confection
Commentaire de Simone Signoret (Voix off). -- Charles Mitzflicker ne se résout ni à partir à la retraite ni à oublier son passé.

Charles Mitzflicker. -- Parce que les nazis ont tué toute ma famille, monsieur: ma mère, ma soeur avec cinq enfants, mes frères avec des enfants. Tous anéantis, monsieur. Vous me demandez maintenant si j'en ai assez fait: je trouve maintenant que je n'ai pas assez fait [...]. Toute ma famille anéantie. Vous me demandez si j'ai assez fait. J'ai jamais assez fait. Je tremble encore de ce qu'ils m'ont fait...



Raymond Kojitski, survivant des FTP-MOI, qui travaille 10 heures par jour, aujourd'hui encore, pour 225 francs.

Honneur aux résistants internationalistes!

Ces déclarations bouleversantes de douleur et de vengeance contre les crimes indescriptibles de la terreur nazie terminent le film de Mosco, "Des terroristes à la retraite". Ce film présente l'histoire d'un des principaux groupes armés de la Résistance à Paris durant la Deuxième Guerre mondiale, celui de Misak Manouchian des Francs-tireurs et partisans-Main-d'oeuvre immigrée (FTP-MOI). Et c'est aussi le film dont le PCF a pratiquement réussi à faire interdire la diffusion et qui est finalement passé sur Antenne 2 le 3 juillet dernier.

Si le PCF s'est déchaîné, c'est parce qu'en fait il y a deux films en un: le premier, un puissant témoignage, lourd d'émotion, des survivants des FTP-MOI parisiens; l'autre, un pseudo-documentaire qui cherche à prouver la thèse que les chefs du PCF et peut-être le Kremlin lui-même auraient trahi le groupe Manouchian ou, tout au moins, qu'ils les auraient sciemment envoyés au devant de leur mort. Et tout cela, parce que l'appareil stalinien voulait faire oublier le pacte Hitler-Staline en jouant les patriotes cocardiés à outrance. Toujours selon cette thèse, il était donc nécessaire que les immigrés -- et spécialement les Juifs -- ne jouent pas un rôle aussi prééminent dans la Résistance.

La télévision d'Etat est principalement le véhicule par lequel le gouvernement décide ce qu'il est "bon" que la population sache ou ne sache pas, et les reportages sur l'Afghanistan sont un exemple flagrant de la désinformation officielle. Mais la tentative du PCF d'imposer sa propre version du contrôle des consciences n'en est pas moins scandaleuse. Comme des bureaucrates typiquement frileux et obtus, ils ont reculé devant le débat comme un vampire devant un crucifix d'argent, même si, pour une fois, ils n'avaient rien de particulier à cacher. Cette tentative de censure était d'autant plus stupide que l'accusation lancée contre la direction du PCF par Melinee Manouchian, la veuve du chef du réseau, par les deux historiens antisoviétiques interviewés dans le film et par Mosco, a fait long feu. Le 20 octobre 1943, Joseph Davidowicz est arrêté par les Brigades spéciales de la police de Vichy. Sans avoir été torturé, Davidowicz, qui était le commissaire politique des FTP-MOI parisiens, parle. Il sera relâché plus tard par la police -- vraisemblablement pour remonter jusqu'à la direction centrale des FTP et du PCF, mais, démasqué,



L'entrée des accusés enchaînés dans la salle où va se dérouler le procès des "23". De droite à gauche: Grzywacz, Wajsbrot, Boczow, Manouchian, Witcitz et Rouxel.

il sera exécuté par les FTP. Déjà les résistants immigrés sont cernés par la police; cette trahison permet leur arrestation en masse. Parmi eux on en choisira 24 pour un procès -- des Arméniens, Espagnols, Italiens et surtout des Juifs -- pour faire l'"Affiche rouge": les "métèques", les "terroristes rouges" de la propagande hitlérienne et vichyste. Ils rentreront dans l'histoire et la légende -- après leur exécution.

A partir de ces faits établis, Mosco et Cie montent tout un échafaudage d'hypothèses et d'accusations qui ne sont pas étayées par la moindre preuve. Les techniques du pseudo-documentaire sont utilisées à fond: comme, par exemple, un gros plan sur une machine télex envoyant un message (signé par le Kremlin -- en plein milieu de l'occupation!) ordonnant à Tito, et par analogie

au PCF, d'accélérer la lutte armée en 1942. Mais la vérité historique ne peut pas simplement se satisfaire de l'affirmation que les staliniens étaient capables de ceci ou cela, elle exige des preuves. Et cette fois, il n'y en a aucune. De plus, du point de vue militaire, un tel acte aurait été en contradiction avec la logique de la stratégie du PCF; comme un de ses dirigeants, Laurent Casanova, le faisait remarquer en 1950 à un responsable du MOI, Arthur London, "heureusement que nous avons eu le MOI, c'est eux qui tenaient le pavé de Paris en 1943" (*le Matin*, 27 juin).

Dans le film de Mosco, le PCF n'est jamais attaqué pour ses réels crimes. Les militants racontés par le film étaient prolétariens et internationalistes; ils se considéraient communistes et restaient loyaux

au parti qui pour eux représentait toujours le lien avec la Révolution russe. Le PCF a utilisé cette loyauté pour les enchaîner à la politique de soutien à un gang impérialiste contre un autre dans la guerre.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE: LES IMPERIALISTES S'AFFRONTENT POUR UN REPARTAGE DU MONDE

Ainsi donc, pour saisir pleinement l'héroïsme et la terrible tragédie de ces militants juifs et immigrés, il faut comprendre que la Deuxième Guerre mondiale n'était pas une "guerre pour la démocratie". La position trotskyste était que cette guerre, en ce qui concerne toutes les puissances impérialistes impliquées -- l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Japon et les Etats-Unis --, était un conflit impérialiste et que donc les révolutionnaires dans chacun de ces pays, à l'instar de Lénine durant la Première Guerre mondiale, se devaient d'être pour la défaite de leur propre bourgeoisie. Cette caractérisation du conflit ne s'appliquait pas à la guerre de l'Union soviétique contre l'impérialisme allemand. Les trotskystes avaient pour position que c'était là une guerre progressiste et que défendre l'Union soviétique, malgré et contre Staline, c'était défendre les formes de propriété collectivisée établies par la révolution d'Octobre. Les "démocraties" impérialistes étaient entrées en guerre pour maintenir leur domination sur des centaines de millions de sujets dans leurs empires coloniaux; défendre la France, (comme l'a fait le PCF), la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, c'était défendre leur oppression sur les masses d'Afrique et d'Asie.

Les trotskystes étaient également les ennemis les plus farouches des dictatures fascistes allemande et italienne et de la dictature militaire japonaise, et beaucoup d'entre eux sont morts en luttant pour organiser des révolutions contre les Hitler et Mussolini. Mais accorder son soutien aux "démocraties" impérialistes dans leur guerre contre leurs ennemis et rivaux des puissances de l'Axe, loin d'aider les antifascistes allemands et italiens, ne pouvait que miner leur travail et trahir leur lutte. Hitler tenait entre ses mains une arme redoutable pour s'assurer la passivité des ouvriers et soldats allemands: il pouvait arguer de la propagande du parti ouvrier de masse français qui appelait à mettre sous le joug la nation allemande tout

entière et qui criait: "A chacun son boche!"

Quand finalement le film de Mosco est passé à la télévision, le PCF a cherché à en tirer parti du mieux qu'il pouvait. Mais il n'a rien trouvé d'autre que de faire des ventes de masse dans les rues avec le titre "Nos frères, morts pour la France" barrant la une de l'Humanité. Notre compréhension de la guerre nous amène à insister qu'il s'agit là d'un

pour défendre le pays de la révolution d'Octobre.

Adam Rayski, un des dirigeants de l'Organisation communiste juive, parle dans le film de Mosco pour tous les militants juifs quand il dit, à propos de juin 1941: "Lorsque j'ai appris la nouvelle que l'Allemagne avait attaqué l'Union soviétique, et cela peut paraître paradoxal pour un communiste, j'ai poussé un ouf de soulagement. Car cela signifiait

Qui sont ces Weissberg, ces Faber, Kojitski et Mitzflicker qu'on voit dans le film, toujours assis derrière leurs machines à coudre, qui travaillaient encore "dix heures par jour pour livrer trois blousons de cuir à 75 francs la pièce", et que l'on voit retraçant des plans d'attaque avec la craie de leur métier et reconfectionner des sacs de cuir pour cacher leurs bombes? De rares survivants d'une classe ouvrière tout simplement rayée de la carte, ses cadres politiques décimés par les purges stalinienne, et exterminée par millions par le nazisme. Complètement disparue, avec ses partis, ses syndicats, ses militants d'un dévouement et d'un héroïsme sans pareil. Ils sont enterrés de l'Espagne à la Sibérie -- s'ils ont eu de la chance, car beaucoup sont passés par les fours d'Auschwitz...

LES JUIFS IMMIGRES EN FRANCE

Dans les années vingt et trente, des Juifs de l'Europe de l'Est ont fui par dizaines de milliers l'oppression et la misère. Sur une population de 150 000 Juifs à Paris, 90 000 venaient de l'Europe orientale. Un cas typique, Jean Lemberger raconte dans le film: "Parce que nous étions communistes, mon père a fait de longues années de prison, ma soeur avait un procès sur le dos, mon frère il était pourchassé aussi. Donc le Parti nous a fait un faux passeport et on est tous venus en France." Ou Ilex Beller, qui se rappelle: "[...] Il n'y avait pas un seul employé d'Etat, même pas un balayeur de rue qui pouvait être Juif."

En France, ils étaient encadrés par la sous-section juive du PCF. Dès 1924-25 la CGT-Unitaire, la confédération syndicale influencée par le PCF, sortait des publications en italien, polonais, roumain, hongrois, tchèque, espagnol et yiddish. La

Main-d'oeuvre étrangère, devenue MOI en 1932, servait de courroie de transmission.

La MOI, tout comme la sous-section juive, prenait pour modèle la Yevsek-tia, la section juive du Parti bolchévique. Car, si dans leurs polémiques contre le Bund (Cf. ci-dessous), Lénine



La police de Vichy apporta aux nazis une aide décisive à la répression des antinazis -- et à la "solution finale" en France.

Arch. Tallandier

mensonge grossier: les survivants des FTP-MOI interviewés dans le film ne sont pas rentrés dans la guerre pour rehausser la gloire de la France capitaliste. Ces hommes et ces femmes ont lutté parce qu'ils étaient fidèles à leurs origines communistes et se consumaient de haine contre le fascisme hitlérien, et ils croyaient (pour détourner une vieille formule anarcho-syndicaliste) mourir

pour nous la fin du pacte [de non-agression entre Staline et Hitler]. Ce pacte qui nous a tenus durant deux ans à l'écart d'une guerre qui était la nôtre". C'est cette impulsion que nous honorons, n'en déplaise au parti de Georges Marchais et à son "Produisons français" ou aux journalistes du Monde pour qui "les immigrés ont eux aussi sauvé la France".



Février 1944 -- La tristement célèbre "Affiche rouge" de la propagande vichyste/nazie

Charmet

et les bolchéviques ont opposé au parti indépendant juif la nécessité impérieuse de l'unité de la classe ouvrière, ils n'ont jamais nié le besoin d'un travail spécifique en direction des ouvriers juifs avec des publications en yiddish.

La sous-section juive, tout comme le PCF lui-même, a été bureaucratisée et pervertie par le stalinisme. En mars 1937, elle était dissoute --

Suite page 8

Le Yiddishland révolutionnaire

Le trotskyste belge juif Abraham Léon a parlé d'un "peuple-classe" à propos des Juifs -- des citadins, commerçants, artisans et marchands -- dans la société agraire médiévale. Les Juifs ont ainsi traversé les siècles en tant que caste jusqu'à ce que la Révolution française abolisse les murs du ghetto en leur donnant le statut de citoyens à part entière. Par là même, était posée la possibilité de leur assimilation en Europe occidentale, avant que l'époque impérialiste ait fait resurgir le vieux démon d'antisémitisme jusqu'en son ultime avatar de barbarie sanglante: le fascisme.

Mais en Europe orientale, arriérée, précapitaliste, à l'aube du XXe siècle, les Juifs formaient des communautés compactes. La plupart étaient des artisans appauvris qui formaient un prolétariat et même un lumpen-prolétariat. Dans ce "Yiddishland", cet archipel de communautés où on parlait le yiddish, se sont formés des syndicats, des sociétés ouvrières d'entraide, et un parti social-démocrate autonome, le Bund. Pendant que des militants tels que Martov, Zinoviev, Trotsky ou Luxembourg s'intégraient dans le mouvement ouvrier de leur pays respectif, le Bund gardait jalousement son indépendance et s'érigea en défenseur de la "culture yiddish".

Cependant, le Bund était farouchement antisioniste. Seule la défaite, d'une portée historique mondiale, du prolétariat allemand en 1933 a transformé le sionisme en mouvement de masse. Auparavant, le sionisme n'était qu'une secte minuscule d'intellectuels petits-bourgeois. De nos jours, les sionistes réécrivent l'histoire (en cela, ils peuvent concurrencer les staliniens) pour gommer l'hostilité de la classe ouvrière juive au sionisme.

Comme l'historien marxiste, juif polonais, Isaac Deutscher, a dû expliquer: "Il faut savoir que, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, la grande majorité des Juifs d'Europe orientale étaient opposés au sionisme. C'est une vérité qu'ignorent la plupart des Juifs et non-Juifs de l'Ouest. Dans notre partie du monde, les sionistes étaient une minorité, active certes, mais qui ne put jamais attirer à elle la masse de ses coreligionnaires. Les ennemis les plus fanatiques du sionisme étaient précisément les travailleurs, ceux qui parlaient le yiddish, ceux qui se considéraient comme juifs; ils s'opposaient farouchement à l'idée d'une émigration en Palestine. En 1939, la population juive de Pologne élut pour la dernière fois les chefs de ses communautés, les Kehilas. Les communistes, très influents à l'époque, tenaient

ces Kehilas pour des institutions cléricales et boycottèrent les élections. Le Bund (Parti des travailleurs juifs) y participa, lui, et réunit la grande majorité des voix. (Seul un secteur relativement réduit du mouvement socialiste, le Poaley Zion, s'efforçait de combiner socialisme et sionisme.) Dans les pays de l'Ouest, l'opinion juive confond très souvent antisionisme et antisémitisme. Si ce point de vue était exact, on pourrait dire des Juifs d'Europe orientale qu'ils étaient antisémites dans leur grande majorité, ce qui est évidemment absurde" (Essais sur le problème juif).

Si un Trotsky ou une Luxembourg s'intégrèrent à la longue liste de penseurs juifs non croyants, qui ont transcendé le judaïsme, vivant à la frontière de plusieurs cultures nationales, Spinoza, Heine, Marx, Freud, dans sa masse, comme dit Deutscher, le prolétariat juif était "désespérément isolé et impuissant mais foncièrement internationaliste".

Ils n'avaient pas le choix. Ils vivaient tous en marge de la société. Deutscher a rappelé: "J'ai vécu trois pogromes pendant la première semaine qui a suivi la résurrection de la Pologne [juste après la Première Guerre mondiale]. C'est comme cela que l'aube de l'indépendance polonaise nous a salués". La Pologne de Pilsudski et "la Pologne des colonels" qui lui a succédé n'avaient pas de leçons d'antisémitisme à recevoir de Hitler.

Ainsi, les Juifs ont joué un rôle très important à la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire polonais, lui donnant beaucoup de son élan internationaliste et de son cosmopolitisme, agissant comme un barrage contre les influences social-patriotes. Des pans entiers du Bund et même les sionistes-socialistes ont rallié l'Internationale communiste.

Partout, les Juifs se tournaient vers l'Union soviétique. Non seulement l'Armée rouge de Trotsky s'est démontrée la seule force capable de mettre fin aux pogromes qui ravageaient l'Ukraine pendant la guerre civile, mais les années vingt y ont vu une fantastique explosion de l'art et de la littérature en yiddish et en hébreu (contraire à la mythologie sioniste), favorisée par le commissaire à l'éducation, Lounatcharsky.

Le reflux de la révolution mondiale, l'isolement de l'URSS et la naissance et la prise du pouvoir d'une bureaucratie privilégiée qui n'hésitait pas à recourir à la pire démagogie antisémite dans sa lutte contre l'Opposition de gauche trotskyste, n'ont pas immédiatement terni l'image de l'Union soviétique aux yeux des Juifs à travers le monde.



Espagne, juillet 1938 -- Des combattants juifs communistes de la compagnie Botwin. Le journal est la Naïte Presse.

D.R.

La tentative avortée de créer une "région juive autonome" à Birobidjan, en Extrême-Orient soviétique, a pu, brièvement, rivaliser avec la Palestine comme un possible "foyer national" pour beaucoup de Juifs, même si ce n'était qu'une opération de propagande cynique de la part de Staline.

Plus d'un militant a été ébranlé par les procès de Moscou, mais néanmoins restait dans les rangs du Comintern pour combattre Hitler. Quant au Parti communiste polonais, Staline s'acharnait contre ce parti par trop "cosmopolite"; la plupart de ses dirigeants ont péri en URSS avant sa dissolution en 1938. Les nazis ont exterminé la population juive de la Pologne, et les cléricaux-nationalistes polonais ont été loin d'en être mécontents.

Certains militants juifs de l'Internationale ont fui l'atmosphère étouffante de la dégénérescence stalinienne de l'URSS en devenant des agents des services de renseignements soviétiques. On pense à l'illustre espion soviétique Léopold Trepper et à l'Orchestre rouge. Le livre Les nôtres d'Elisabeth Poretsky raconte comment son mari, Ignace Reiss, Walter Krivitsky et quatre autres compagnons d'enfance juifs de la même ville autrichienne ont tous adhéré aux services de renseignements soviétiques. Seul Reiss a rompu publiquement avec le stalinisme pour adhérer à la Quatrième Internationale, en 1937, avant d'être abattu par le Guépéou.

Les autres, comme dira Trepper, ont été pris "entre le marteau de Hitler et l'enclume de Staline".

Manouchian...

Suite de la page 7

un gage à la bourgeoisie juive française du Consistoire dont le mot d'ordre pour les immigrés juifs était, comme le rappelle le titre du livre de Maurice Rajfus, "Sois Juif et tais-toi!" Un gage également à la bourgeoisie française. Car, après avoir rallié la défense nationale en 1935, le PCF versait dans le pire social-chauvinisme au service de la collaboration de classes du Front populaire.

C'est ainsi que Lerman (Louis Gronowski) pouvait écrire dans *Naïve Presse* (30 janvier 1937) -- le journal en yiddish du PCF -- que les travailleurs juifs ne devaient pas faire grève parce que ce genre d'agitation ne profiterait qu'aux fascistes qui voulaient démontrer que le Front populaire créait l'anarchie sociale. Mais face à la xénophobie répandue dans la France ravagée par la crise mondiale, les stalinien sont allés jusqu'à capituler devant la campagne anti-immigrés de l'époque: la commission juive de l'Union des syndicats de la région parisienne déclarait le 2 novembre 1937: "Quelle que soit leur situation dans les pays fascistes, ils [les Juifs] devraient s'abstenir de venir en France" (cité dans David Weinberg, *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*).

Il ne faut pas oublier non plus que, pendant toute cette période, la police de la Troisième République faisait la chasse aux immigrés juifs avec des méthodes tout à fait gestapistes. En mai 1938, le Front populaire, sous Daladier, a même promulgué une série de décrets-lois pour mieux régimenter les associations d'étrangers, expulser ou emprisonner les immigrés et les assigner à résidence.

Vichy a donc hérité d'un fichier de 150 000 Juifs de son prédécesseur et n'avait nul besoin des incitations nazies. En 1939-40, des dizaines de milliers de Juifs étaient déjà (en tant que citoyens allemands par exemple) parqués dans les camps de concentration. La loi du 4 octobre 1940 dotait les préfets de pouvoirs encore plus étendus pour interner les Juifs étrangers.

Au cours du débat télévisé qui a suivi la projection du film de Mosco, l'"historien" réactionnaire Henri Amouroux a eu l'impudence de déclarer que "les mesures allemandes au début n'ont pas beaucoup alerté les Français qui n'étaient pas philo-sémites". Qu'un mensonge aussi énorme ("les mesures allemandes"), aussi crapuleux, ait pu passer sans crédit démontre le caractère bidon de la "réhabilitation" des FTP-MOI qu'on nous propose. O combien! il est facile de mettre tout sur le dos des nazis. "Au début", c'était une affaire purement française; même en 1942-43 pas un seul SS, pas un seul soldat allemand n'a participé à la rafle monstre de juillet 1942, celle du Vel' d'hiv, et le camp de Drancy était complètement géré par la gendarmerie française.

Pour mémoire: "Les nazis ne désiraient pas s'embarrasser d'enfants lors des premiers convois de déportés [...]. C'est la police française qui prit l'initiative d'inclure des enfants dans certains convois de déportés [...]. En réalité, Vichy craignait plutôt un moment que les déportations ne s'étendissent pas aux Juifs étrangers de la zone non occupée" (Michel Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les Juifs*).

Plus tard, les Juifs français "assimilés" prendront, eux aussi, le chemin des camps de la mort. Mais quand les FTP-MOI du film de Mosco racontent l'extermination de leur famille, il faut se rappeler que c'est d'abord en tant que Juifs immigrés que l'Etat français les a traqués et déportés.

FACE A HITLER

L'annonce du pacte Hitler-Staline en 1939 avait été, bien évidemment, un choc profond pour les militants communistes. Cependant, si parmi les élus du PCF il y eut beaucoup de détections, les Juifs immigrés communistes n'ont pas capitulé à

la vague d'hystérie anticommuniste, même si beaucoup se sont portés volontaires pour combattre dans l'armée française. Après juin 40, pendant que la direction du PCF cherchait à négocier avec les forces d'occupation la parution de *l'Humanité* et que ses élus tenaient permanence dans les municipalités PC (ils seront peu après arrêtés en masse par Vichy), les Juifs communistes organisaient dans la stricte clandestinité Solidarité, une organisation d'entraide. Indiscutablement, ce sont des militants

idéalistes, c'est totalement contraire à notre éthique, nous ne pouvons pas exécuter comme ça... à bout portant, un homme, même si c'est un officier allemand, c'est tout de même un homme et puis nous pouvons tomber sur un communiste allemand."

La résistance aux attentats aveugles parmi les jeunes et les MOI apparaît dans plusieurs histoires stalinienues de la Résistance: "Un soldat allemand, c'est peut-être un antihitlérien, par exemple, un



Gilbert Weisberg, ancien membre des FTP-MOI, devant un tombeau juif profané au cimetière de Bagneux, le 24 avril 1981.

du PCF/MOI qui, les premiers, ont monté des actions de sabotage contre l'armée allemande, et ceci avant même l'attaque hitlérienne contre l'URSS en juin 1941.

Entre 1939 et 1941, la ligne de l'Internationale communiste stalinisée n'a pas été celle du défaitisme révolutionnaire. Sa propagande attaquait uniquement la France et la Grande-Bretagne comme fauteurs de guerre. Incroyable mais vrai, la presse du KPD clandestin (le PC allemand) ne parlait que des "camps de concentration" anglais! Les militants communistes juifs n'opposaient qu'une résistance passive à cette ligne, en refusant, par exemple, d'en tirer certaines conséquences organisationnelles telles que la tentative du PCF de mener un travail légal dans la France occupée.

Après le changement de ligne de 1941, les Juifs communistes ont accepté le soutien au camp impérialiste "démocratique" (le camp des Dresde, Hiroshima et Sétif), en revenant à la ligne front-populiste "antifasciste" d'avant 1939. Mais ils l'ont fait à leur façon. Il est tout simplement ridicule de prétendre, comme le fait la propagande du PCF aujourd'hui, qu'ils sont devenus des patriotes français par conviction. La France ne représentait pour eux au mieux qu'une terre d'asile précaire. S'ils sont entrés dans la Résistance française, c'est par haine du fascisme allemand et au nom de la défense de l'Union soviétique.

Ils ne tardèrent pas à émettre des désaccords, pour aussi temporaires et inconséquents qu'ils furent, avec la ligne chauvine du PCF. A la fin du film, les paroles de Charles Mitzflicker, émouvantes, sont loin du mot d'ordre "A chacun son boche!" du PCF de 1944: "Tous anéantis, monsieur [...]. Ce n'est pas le peuple allemand, ce sont les nazis qui m'ont tout anéanti..." Les autres FTP-MOI non plus ne parlent jamais de "boches", mais de nazis. Ces hommes, qui ont terriblement souffert et qui ont tout perdu, savent où placer les responsabilités. Et c'est l'écho lointain des traditions du prolétariat internationaliste du "Yiddishland".

Bien évidemment, ils brûlaient d'envie de venger leur famille massacrée par le nazisme. Mais cela ne voulait pas dire pour autant que tous acceptèrent spontanément et immédiatement de tirer aveuglément sur n'importe quel soldat du rang de la Wehrmacht. Gilbert Brustlein, membre des jeunes communistes en 1941, compagnon du futur colonel Fabien, raconte comment fut reçu l'ordre de commencer ces attentats: "Il faut dire que lorsque j'ai rendu compte à mes camarades de cette directive... ils ont été choqués. Rizzo, par exemple, m'a dit: 'Nous sommes des communistes, nous sommes des

ouvrier communiste de Hambourg' disaient certains, et ils concluaient: 'Je ne veux tuer que des officiers S.S. ou des hommes de la Gestapo'" (Albert Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*).

LA CHUTE

Fin mai 1943, le groupe juif était temporairement dissout et dispersé dans les banlieues, car il était évident qu'il était filé par la police. Ce n'était qu'une demi-mesure. Les actions reprenaient et la trahison de Davidowicz a simplement hâté ce qui était quasi-inévitable. Une comparaison avec l'Orchestre rouge, le réseau d'espions soviétiques en Allemagne dirigé par Trepper, est utile. Le "centre", en URSS, les a obligés d'émettre heure après heure, ce qui bien sûr facilitait la tâche de la Gestapo. Le "centre" a même transmis, en 1941, trois adresses berlinoises au réseau, sans la moindre précaution, ce qui entraîna la chute de l'Orchestre rouge de Berlin. On ne peut pas dire que le Kremlin souhaitait ce résultat. Mais il est difficile de démêler la part d'idiotie bureaucratique et d'aventurisme cynique des besoins véritables de l'espionnage -- ou dans le cas des FTP-MOI de la stratégie de lutte armée telle que fixée par le PCF.

Au lendemain de la "Libération", le PCF, en pleine alliance front-populiste avec de Gaulle, a longtemps occulté le rôle de ses partisans juifs et dans une moindre mesure celui des autres immigrés dans la Résistance. Déjà les communiqués sur les actions des FTP-MOI parlaient systématiquement de "patriotes français". Ce n'est pas par hasard que le journal des FTP s'appelait *La France d'abord*. Les procès stalinien du début des années cinquante, qui ont pris pour cible des Juifs et des anciens de la guerre d'Espagne et de la Résistance qui étaient dans l'appareil d'Etat des pays de l'Europe orientale, ont aussi contribué à cette occultation.

Si les organisations stalinienues dans la Résistance n'ont pas hésité, non seulement à calomnier ses opposants de gauche comme "hitléro-trotskystes", mais même à les assassiner (tout comme le Parti communiste allemand dans la clandestinité était prêt à dénoncer des oppositionnels de gauche aux sbires d'Hitler), par contre, en ce qui concerne l'affaire Manouchian, nous écartons la thèse que Davidowicz ait trahi sur ordre.

LE PCF ET LES GAULLISTES: UNITE REPUBLICAINE SUR LES CADAVRES DU MOI

Depuis des décennies, le PCF vit sur ses rentes en tant que "parti des fusillés", utilisant sa participation

dans l'union sacrée comme bouclier contre les accusations d'être un "parti de l'étranger". Mais comme Serge July (le directeur de *Libération*), assurément un expert en la matière, l'a fait remarquer, dans l'atmosphère de guerre froide qui suinte de tous les pores de la France de Mitterrand "rien ne sera épargné au PCF: même la Résistance n'appartient plus au domaine de l'intouchable" (*Libération*, 4 juillet). Ca ne peut pas être un hasard que "Des terroristes" à la retraite" soit resté dans les tiroirs d'Antenne 2 jusqu'au départ du PCF du gouvernement! La campagne de guerre froide répond à la question "pourquoi maintenant?" Car les accusations ne reposent sur aucun fait nouveau.

Mais comment expliquer que le "jury d'honneur" d'anciens résistants auquel la Haute Autorité a demandé un avis a affirmé son hostilité au film? Il ne s'agit pas de "sous-marins" de Moscou. Il s'agit d'un "front uni" de la Résistance. On a pu le voir immédiatement après le film dans le débat qui a été plutôt une grande-messe patriotique officinée par le gaulliste Chaban-Delmas. L'arrivée tardive de ce grand prêtre de l'union sacrée de la Résistance, qui a coupé la parole à Annette Kamieniecki, un des survivants des FTP-MOI présents sur le plateau, pourrait symboliser comment, encore une fois, l'épopée tragique des FTP-MOI a été récupérée et occultée au profit de la Résistance "officielle". Par exemple, prenons la polémique autour de l'arrestation de Jean Moulin par Klaus Barbie -- y a-t-il eu trahison et si oui, par qui? Cette polémique montre bien combien il est dangereux de toucher à cette plaie béante que représente 1940-44 dans l'histoire de la France.

Ils préfèrent l'amnistie mutuelle, d'autant plus que les gaullistes, voués au maintien de l'ordre bourgeois, tâchaient de récupérer le maximum d'éléments de l'appareil vichyste. Ainsi un Maurice Papon, responsable de la livraison des Juifs bordelais aux camps de la mort, en tant que fonctionnaire de Vichy, s'est vu octroyer un certificat de "résistant"... et continuera à servir sous plusieurs gouvernements.

Les révolutionnaires n'ont aucun intérêt à jeter un voile pudique sur ces événements. Que le PCF se défende s'il a été calomnié. Mais le film de Mosco devait être vu, parce qu'il laisse apparaître, au travers des témoignages, un tout petit aperçu de ce qu'étaient vraiment les FTP-MOI: des militants de la classe ouvrière immigrée et juive qui se voulaient des révolutionnaires communistes.

NOUS N'OUBLIONS PAS...

La meilleure épithète pour toute cette génération de militants communistes juifs, dont les sacrifices auraient mérité une meilleure cause, se trouve peut-être dans les mémoires de Léopold Trepper, *Le grand jeu: "Dans le combat qui s'annonçait, le poids de l'Union soviétique serait décisif. Déchiré, je voyais dégénérer la révolution pour laquelle j'avais, comme des millions de communistes, tout donné [...] Entre le marteau hitlérien et l'enclume stalinienne, la voie était étroite pour nous qui croyions toujours à la révolution. Par-delà notre désarroi et nos angoisses, la défense de l'Union soviétique s'imposait, bien qu'elle eût cessé d'être la patrie du socialisme que nous voulions*

"[...] en combattant, loin de Moscou, au premier rang de la lutte antinazie, je pouvais continuer d'être ce que j'avais toujours été: un militant révolutionnaire."

Aujourd'hui, quand Reagan rend hommage aux SS de Bitburg pour cimenter une nouvelle alliance anti-soviétique, quand, en France, la crise capitaliste, la guerre froide et la campagne anti-immigrés convergent pour gonfler les voiles du fascisme, accompagné comme toujours par une réapparition du spectre de l'antisémitisme, il est plus important que jamais de dire la vérité sur ce qu'étaient vraiment ces militants des FTP-MOI. Ils n'ont pas trouvé la voie de la Quatrième Internationale, peut-être, mais c'est un morceau de notre histoire aussi. ■

Guadeloupe 1967

Le massacre disparu

Le 29 juillet, le militant indépendantiste guadeloupéen Georges Faisans était libéré. Pour avoir blessé à la main un enseignant blanc qui avait frappé un enfant noir d'un coup de pied accompagné de propos racistes ("Les nègres, c'est à coup de pied qu'il faut les mener"), Faisans avait écopé le 4 juin dernier de trois ans de prison ferme. Une condamnation s'ajoutant à toutes celles qui frappent lourdement depuis décembre les militants ouvriers et nationalistes antillais. Mais en juin, Faisans entamait une grève de la faim. Des actions de solidarité s'engageront en France et en Martinique, mais c'est une véritable vague qui, en juillet, va déferler sur la Guadeloupe, profondément secouée par six jours de puissantes mobilisations anticolonialistes. Mitterrand a dû reculer. Le combat doit continuer: Libération des autres indépendantistes emprisonnés! Levée de toutes les inculpations! Indépendance immédiate, totale et sans condition de la Guadeloupe, de la Martinique et des autres colonies françaises!

Avec leurs milliers de manifestants combatifs, leurs barricades dressées et leurs affrontements avec les flics, les mobilisations de juillet dernier en Guadeloupe ont rappelé un événement que l'impérialisme français a jusqu'aujourd'hui entouré d'un épais mur de silence: les 26 et 27 mai 1967. Deux jours pendant lesquels travailleurs et jeunes, soulevés contre l'exploitation et l'oppression coloniales, avaient tenu les rues de Pointe-à-Pitre. Deux jours aussi d'une impitoyable tuerie froidement perpétrée par les forces d'occupation coloniale. Plusieurs centaines de blessés, cinquante morts, peut-être soixante.

Tout commence le mercredi 24 mai. 3000 travailleurs du bâtiment se mettent en grève, sur mot d'ordre de la CGT, pour une augmentation de 2% des salaires et la parité des avantages sociaux. Le 26, en début d'après-midi, ils sont plus de 2000 à attendre devant la sous-préfecture la décision de la commission paritaire qui réunit patronat et représentants syndicaux. La négociation échoue. CRS et gardes mobiles (les sinistres "képis rouges") dispersent brutalement les manifestants. "C'est alors que brusquement un cri monta de la foule: 'Nestor! on te vise!' Les P.M. et les fusils automatiques tirèrent. Face au Monument aux Morts, deux hommes tombaient. L'un d'eux, atteint de deux balles dans le ventre, était Jacques Nestor, qui devait décéder peu après son transfert à l'hôpital. L'autre était tué net d'une balle dans la tête.

"C'était le vendredi 26 mai à quinze heures trente cinq. Jacques Nestor, vingt-six ans, demeurant à Baimbridge, était bien connu. Après le cyclone Inès, il avait restauré près d'une cinquantaine de cases. L'annonce de sa mort devait provoquer une flambée de colère dans la ville... Mais CRS et gendarmes continuaient à tirer. On signalait un blessé par balle rue Frébault. Des manifestants mirent à sac les magasins de deux armuriers. A partir de ce moment les cartouches de chasse ont répliqué au sifflement des balles... On aurait pu se croire à Saint-Domingue! la ville était sillonnée de groupes de civils armés, pourchassés par les CRS et les gendarmes [...].

"Déjà la ville était la proie des émeutiers, la lutte ayant pris le caractère d'un affrontement racial. Des Européens étaient molestés un peu partout. Les magasins Unimag et Prismic étaient attaqués. L'immeuble d'Air-France devenait à son tour la cible des manifestants. Le bureau de France-Antilles était mis à sac. Des voitures brûlaient un peu partout. La fusillade continuait. On apprend à ce moment que le juge Combescur et deux autochtones ont été blessés. Des quartiers

occupés par les émeutiers sont dégagés par les paras qui lancent des grenades offensives. A vingt heures, le service d'ordre 'met le paquet', tire par rafales. Toutes les grandes artères sont dégagées par les patrouilles armées et nombreux sont ceux qui estiment que les mitrailleuses sont en action. Aucun rassemblement n'est toléré en ville. Des renforts amenés de Martinique affluent dès minuit" (Les Temps modernes n°256, septembre 1967).

La nuit du 26 au 27 voit se dérouler une systématique "chasse aux nègres", les bouchers de l'impérialisme français tirant sur tout ce qui passe à portée de fusil. Le lendemain, un millier de jeunes, des collégiés et lycéens, descendent dans les rues aux cris de "Képis rouges assassins, képis rouges SS!" Les forces de répression chargent à nouveau, à coups de crosse. Dimanche, l'"ordre" colonial règne à nouveau, sur les cadavres de dizaines d'ouvriers et jeunes antillais.

1967, c'est l'année où l'Etat "fort" gaulliste doit faire face aux Antilles comme en France à une radicalisation des luttes. Si Caen ou Le Mans annoncent Mai 68, la situation en Guadeloupe est grosse aussi d'une explosion. Un chômage endémique de plus de 25% de la population active potentielle. Une politique ouvertement raciste du régime gaulliste qui, en même temps qu'il "blanchit" les cadres et fonctionnaires en faisant appel aux métropolitains, organise officiellement l'émigration systématique d'une main-d'oeuvre antillaise -- qu'il espère docile -- vers la France. Discriminations raciales, arbitraire total, vexations et exactions racistes s'accumulent. Dans ces années 60, les illusions sur l'"assimilation" sont en train de s'effondrer rapidement.

Les élections législatives de mars 67 constituent déjà un avertissement

dizaines et des dizaines d'années d'oppression. Le lundi 20 mars, un riche commerçant blanc, Srnsky, capitaliste chassé de Tchécoslovaquie par l'expropriation d'après-guerre et agent notoire du gang gaulliste, lance son chien-loup contre un cordonnier infirme guadeloupéen: "Dis bonjour au nègre!" Les témoins s'indignent. La foule s'amasse. Ils seront bientôt plusieurs milliers. Les manifestants s'en prennent à ses voitures et à son magasin. Les flics interviennent. Et c'est le début de l'émeute. Le préfet met Basse-Terre en état de siège, ferme les débits de boisson(!), interdit tout attroupement et réunion et appelle des renforts pour quadriller la ville. Il mettra trois jours pour reprendre la situation en main, mais pas avant d'avoir libéré les manifestants arrêtés et promis aux jeunes, qui revendiquent du travail, l'ouverture de chantiers.

Mais quand, deux mois seulement après Basse-Terre, la quasi-totalité des ouvriers du bâtiment de Pointe-à-Pitre s'engagent dans une grève qui s'annonce très combative, le pouvoir colonial décide de frapper vite et fort. C'est que les ouvriers du bâtiment sont en Guadeloupe à l'avant-garde des luttes du prolétariat. Dans la situation explosive de 1967, une telle grève peut devenir le fer de lance d'une offensive des ouvriers dirigeant tous les opprimés contre la domination impérialiste, instaurant leur propre pouvoir de classe.

Mais le principal parti ouvrier, le PCG -- qui se proclame "résolument contre l'aventure que serait l'indépendance" (Le Monde, 31 mai 1967) --, va précisément se dresser contre une telle mobilisation. Déjà en mars, à Basse-Terre, la direction du PCG a joué les ultimes recours de l'"ordre" colonial. Et aujourd'hui encore, elle

Mais dans le ventre de la bête, les directions chauvines des partis ouvriers et syndicats français refusent d'appeler les travailleurs à la moindre action de solidarité avec le peuple guadeloupéen contre l'ennemi commun qu'est la bourgeoisie française. Et pour finir leur répugnante besogne, les dirigeants réformistes du PCG, après un couplet sur l'"anarchie" et les "violences aveugles", dénonceront à la répression coloniale les "gauchistes": "[...] la manifestation [...] fut relancée dans la soirée de vendredi et la journée du samedi, avec la participation de très jeunes gens manoeuvrés et poussés par des éléments gauchistes irresponsables, prudemment cachés, pour la plupart, aux instants critiques" (L'Humanité, 5 juin 1967). Billotte, le ministre d'alors des colonies, pourra justifier son crime en rappelant que "le PC et le maire communiste de Pointe-à-Pitre avaient désapprouvé ces incidents" (Le Monde, 4-5 juin 1967). Et il sait avoir les mains libres pour finir la "pacification" de la Guadeloupe et liquider les "gauchistes" du GONG, soi-disant responsable des journées de mai. Des militants du GONG (ou supposés tels) sont déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat à Paris. Devant le vide du dossier, le pouvoir colonial se rabat sur le délit d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" pour vouloir la séparation d'avec la France. Nouveau recul du pouvoir qui devra acquitter la plupart des inculpés et n'infliger aux autres que des peines de prison avec sursis.

La clé pour que de nouveaux 67 puissent être victorieux est dans la constitution d'une direction ouvrière révolutionnaire. Mais les innombrables trahisons commises au nom du "communisme" ont fait le lit des nationalistes bourgeois et petits-bourgeois. Mais, il n'y aura aucune véritable indépendance pour un Etat bourgeois guadeloupéen ou martiniquais, surtout dans le "lac américain" qu'est la Caraïbe. Et dans ces petites îles, dépourvues d'économie viable, c'est seulement la misère que les nationalistes peuvent offrir aux masses. La seule solution réside dans un combat internationaliste pour une fédération soviétique de la Caraïbe,



Le 19 février 1968 à Paris -- Un millier de personnes défilent pour exiger la libération des militants indépendantistes jugés par la Cour de sûreté de l'Etat.

pour de Gaulle. Non seulement le Parti communiste guadeloupéen (PCG) arrive en tête au premier tour dans les trois circonscriptions, mais l'abstention (pronée par les nationalistes, notamment ceux du Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe -- GONG) atteint son chiffre record: 53%. Pour le deuxième tour, le pouvoir colonial va porter la fraude électorale -- pourtant déjà une institution -- à ses sommets. Une heure après l'ouverture des bureaux de vote, la radio d'Etat diffuse ainsi un texte de l'Eglise expliquant longuement qu'"un chrétien ne peut pas voter communiste" (Témoignage chrétien n°1198, 22 juin 1967). De même, toutes les 20 minutes, la radio lance des slogans contre l'abstention: "Si vous n'êtes pas un citoyen impuissant ou une citoyenne stérile, votez!"

Quelques jours après cette insultante farce électorale, un "banal" incident raciste à Basse-Terre va faire exploser en véritable révolte une colère accumulée pendant des

s'en vante. Ainsi, Henri Bangou, dirigeant du PCG et déjà maire de Pointe-à-Pitre, écrit-il dans son récent livre *Le parti socialiste français face à la décolonisation*: "L'administration, toute honte bue, pria Maître Gerty Archimède [la candidate du PCG aux législatives] de l'aider à rétablir l'ordre, ce qui fut fait." Deux mois plus tard, en mai, même opération traître à Pointe-à-Pitre: "Le maire M. Bangou (communiste) et le conseil municipal essayèrent de calmer les grévistes, mais ceux-ci répondirent qu'il était trop tard pour parler, parce qu'il y avait trop de victimes" (Le Monde, 30 mai 1967). Débordés par la combativité ouvrière, les dirigeants du PCG abandonnent criminellement à la bestialité des CRS et gardes mobiles les travailleurs et jeunes qui se défendent courageusement, mais seuls, sans direction capable de les organiser et d'organiser une riposte, basée sur les travailleurs, dans toute l'île et devant s'étendre non seulement à la Martinique mais aussi à la Caraïbe et à la France.

partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, et ce en relation avec les prolétariats américain et français. Or, même sur une question aussi élémentaire que le soutien à Georges Faisans, on a vu lors des mobilisations de l'été à Paris les groupes nationalistes guadeloupéens refuser aux organisations ouvrières françaises de manifester en tant qu'organisations. Ce révoltant exclusionnisme -- une espèce de chauvinisme inversé -- vient paradoxalement au secours des directions pro-impérialistes du mouvement ouvrier français qui précisément font tout pour ne pas mobiliser les travailleurs français aux côtés de leurs frères des colonies. C'est le combat contre l'impérialisme français qui s'en trouve affaibli. Le nationalisme est une impasse. Les tâches de libération nationale et sociale dans la Caraïbe exigent la construction de partis ouvriers internationalistes, armés du programme trotskyste de révolution permanente -- sections de la Quatrième Internationale reforcée. ■

Greenpeace...

Suite de la page 3

km!) des atolls, en pleines eaux internationales.

Mitterrand n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai. Ministre de l'Intérieur en 1954 au moment du déclenchement de la lutte pour l'indépendance algérienne, Garde des Sceaux en 1956 et à ce titre personnellement responsable de l'exécution de communistes algériens, c'est un serviteur de longue date de l'impérialisme français qui mérite pleinement la haine de toutes les victimes de cet Etat colonialiste et raciste. Et il a continué à jouer fidèlement ce rôle en tant que président du front populaire du "10 mai": envoi des paras au Liban en 1982 pour désarmer les Palestiniens face à l'invasion de la machine de guerre israélienne, répression aux Antilles et en Nouvelle-Calédonie, expéditions barbouzières l'année dernière au Tchad et maintenant le meurtre d'Auckland.

CONSENSUS ANTISOVIETIQUE AUTOUR DE LA FORCE DE FRAPPE

Dans toute cette affaire, Mitterrand et sa clique bénéficient d'une union sacrée presque sans faille. Depuis le début, la presse et les politiciens bourgeois étaient embarrassés parce que les agents de la DGSE s'étaient fait prendre, et pas parce qu'ils avaient attaqué de façon meurtrière (et en territoire étranger) une organisation légale qui faisait pacifiquement usage de son droit de protester contre les essais nucléaires français. Au point qu'aujourd'hui le CNIP, groupe de la droite parlementaire "musclée" proche du Front national, vient de créer un comité de soutien aux "Turange". (A quand une souscription nationale et des manifestations devant l'ambassade de Nouvelle-Zélande, avec Montand au coude à coude avec Pierre Sergent et Le Pen?)

Sans parler évidemment du PS, le parti godillot du locataire de l'Elysée, qui a prudemment attendu le 21 août pour condamner l'attentat d'Auckland, tous les dignitaires de la droite font ostensiblement bloc derrière Mitterrand. Barre affirme que "le président et le gouvernement ont le devoir de faire en sorte que, quelles que soient les circonstances, contre qui que ce soit, les intérêts de la France, en tant que puissance nucléaire et puissance dans le Pacifique, soient défendus. S'ils font cela, ils auront mon soutien" (*Libération*, 31 août-1er septembre). De son côté, le RPR refuse de "se livrer à une polémique de politique intérieure", "dans un domaine où sont

en jeu l'intérêt national, la position de la France dans le monde et sa défense", tandis que Giscard déclare carrément "qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays" (*Libération*, 28 août).

Ceci peut paraître surprenant de la part de partis qui ont cherché à avoir la peau de Mitterrand sur des questions de bien moindre importance. Mais les partis de droite n'ont guère intérêt à toucher aux rouages d'une machine d'Etat sur laquelle ils espèrent bien remettre la main en 1986, qu'il s'agisse des services secrets ou des pouvoirs bonapartistes d'un président littéralement au-dessus des lois. (L'article 68 de la Constitution stipule en effet que "le président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison" et qu'il ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant".)

Au milieu de cette répugnante orgie de "raison d'Etat", le PCF a eu au moins le mérite d'appeler les choses par leur nom. "Il s'agit d'un acte de terrorisme d'Etat", déclarait André Lajoinie à l'Assemblée le 10 août, ajoutant: "On ne fera croire à personne dans cette Ve République où tout remonte au sommet que la décision de commettre cet attentat n'a pas reçu le feu vert des plus hautes autorités de l'Etat" (*L'Humanité*, 21 août). Il a également raison de dénoncer l'union sacrée du PS et de la droite autour de ce crime: "Conclusion provisoire, s'il est un consensus c'est bien celui qui vise à rabattre un couvercle étanche sur toutes les affaires de services secrets, passées, présentes et à venir. Ainsi que pour dégager toute responsabilité du président, pourtant décideur suprême en Ve République" (*L'Humanité*, 23 août).

Mais qu'on prenne garde à ceux qui prônent la possibilité d'une défense nationale "propre" et "démocratique". Car cette union sacrée autour de Mitterrand et de ses barbouzes repose surtout sur un consensus nucléaire autour de la force de frappe antisoviétique, et dont le PCF fait partie. Cela fait maintenant cinquante ans que le PCF a définitivement dégénéré en parti réformiste, et le signe de cette dégénérescence a été son soutien à la défense nationale française en 1935. De même, pour cimenter son entrée dans l'Union de la gauche et tenter de se faire accepter comme "parti de gouvernement" par la bourgeoisie, il a dû, de 1973 à 1977, accepter progressivement de défendre toutes les "composantes" de la force de frappe antisoviétique, véritable pilier de la constitution bonapartiste de la Ve République -- dont le prési-

dent, "chef des armées", a le doigt sur "le bouton".

FORCE DE FRAPPE ET COLONIALISME

La France est un pays impérialiste de seconde zone. C'est seulement grâce aux restes de son empire colonial, transformés en autant de bases et de "points d'appui" militaires, et à sa force nucléaire indépendante qu'elle peut encore prétendre jouer à la puissance militaire mondiale et occuper un peu plus qu'un strapon-tin dans un bloc occidental engagé, sous la houlette de l'Amérique de Reagan, dans des préparatifs de guerre contre l'Union soviétique. C'est là le vrai secret de cette union sacrée obscure.

Et si les gardiens de la "grandeur de la France" estiment pouvoir agir ainsi impunément contre une organisation principalement blanche et bien organisée comme Greenpeace, tous ceux qui dans les colonies françaises luttent contre l'oppression coloniale peuvent s'attendre au pire. La condamnation, le 27 août dernier, de 17 militants indépendantistes de Tahiti à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison, à la suite d'une manifestation qui a eu lieu à Papeete en mars et au cours de laquelle un policier a été blessé, a confirmé la détermination répressive de l'impérialisme français.

Le centre d'essais nucléaires du Pacifique, avec ses champs de tir des atolls de Mururoa et de Fangataufa, représente ainsi la symbiose la plus achevée du colonialisme et de l'antisoviétisme. Nous, trotskystes, réclamons l'indépendance immédiate de tous les derniers vestiges de l'empire colonial français, à la fois parce que nous voulons la libération des peuples encore asservis et parce que l'existence des colonies a toujours été dans ce pays un puissant aliment de la réaction et du bonapartisme. Depuis l'époque du général Cavaignac jusqu'à la guerre d'Algérie et aux barbouzes, la gangrène a toujours fini par remonter jusqu'à la France même. Nous disons: A bas la force de frappe, l'OTAN, l'ANZUS et les autres alliances impérialistes de guerre! Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les préparatifs de guerre des Reagan et Mitterrand.

Mitterrand a montré sa détermination à défendre coûte que coûte la puissance militaire de l'impérialisme français. Le front populaire du "10 mai", comme tous les fronts populaires, depuis le gouvernement Kerensky en Russie en 1917 jusqu'au Chili d'Allende, doit donner à l'armée bourgeoise des garanties explicites que, quelles que soient les "réformes" qu'il a promises aux masses, il ne

touchera jamais au noyau sacro-saint de l'Etat bourgeois: les détachements d'hommes armés qui défendent la propriété privée, et en particulier le corps des officiers. L'histoire de la France "démocratique" est abondamment parsemée de coups d'Etat ou de quasi-coups d'Etat militaires (comme le 13 mai 58). Un des premiers gestes de Mitterrand après son arrivée au pouvoir a été d'amnistier tous les généraux condamnés par de Gaulle pour leur participation au coup d'Etat de 1961 contre l'indépendance de l'Algérie. Et maintenant il cherche à utiliser ses prérogatives de "chef des armées" pour conserver le plus possible de ses pouvoirs bonapartistes après l'inévitable défaite électorale de 86 -- à preuve la nomination récente du général Saulnier, son chef d'état-major personnel à l'Elysée, au poste de chef d'état-major général des armées.

QUELLE JUSTICE POUR FERNANDO PEREIRA?

On ne peut espérer aucune "justice" de la part des enquêtes en cours en France, ni des tentatives du PCF de créer des commissions parlementaires pour "contrôler" les services secrets. Le régime français est un des plus bonapartistes de tous les pays capitalistes avancés, et le parlement se retrouve en général pratiquement sur la touche dès que la situation devient un peu tendue. En plus, on ne voit pas très bien l'armée française donner aux députés PCF accès au "secret défense" pour leur permettre d'aller fourrer leur nez dans les affaires de la DGSE ou de la DST.

Le calme social de cette rentrée est extrêmement fragile. Les colonies sont en ébullition de la Nouvelle-Calédonie jusqu'à la Guadeloupe. La classe ouvrière de ce pays, française et immigrée, est loin de se résigner à être sacrifiée sur l'autel des "restructurations". Ce qui entrave ces luttes, celles de la classe ouvrière en France et celles des peuples opprimés des colonies, ce n'est pas tant la crainte d'un gouvernement de droite après Mitterrand que la ligne social-chauvine et réformiste du PCF. Le gouvernement est partout discrédité et tout ce qu'il touche se brise entre ses mains. La seule issue progressiste et réaliste à cette situation désastreuse, c'est de se battre pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la classe capitaliste et fera comparaître tous les criminels de guerre de l'impérialisme français devant un jury composé de leurs victimes survivantes. Vengeance pour les martyrs de l'impérialisme français! ■

SOS-Racisme...

Suite de la page 5

de l'Etat bourgeois. D'une part, parce que la chasse aux immigrés déclarée par le gouvernement Mitterrand a rendu "respectable" le délire raciste d'un Le Pen; d'autre part, parce qu'on ne peut pas avoir la moindre confiance dans la volonté ou la capacité des gardiens du capital de balayer les bandes fascistes.

Bien sûr, SOS-Racisme ne s'attaque pas à la police et à la justice racistes. Jack Lang ne débourse pas ses sous pour cela! Comme dit Mognissh Abdallah, pour SOS-Racisme, "[...] il s'agit des crimes commis par des racistes se revendiquant comme tels, c'est-à-dire qui affirment ouvertement, leur forfait perpétré, ne pas aimer les Arabes et qui de préférence ont partie liée avec le Front national. Ainsi il y a les vrais racistes et en face d'eux les vrais antiracistes regroupés derrière le drapeau républicain, celui de Fabius s'entend" (*Libération*, 15-16 juin). Mettons les points sur les i: la recherche d'un soutien parmi les politiciens bourgeois comme Stoléru fait le jeu de la "cohabitation" que cherche Mitterrand.

Cependant, ce genre de critique, aussi percutante soit-elle, ne présente pas une véritable alternative programmatique à SOS. A plusieurs reprises, les associations Beurs,

en affichant un soi-disant "apolitisme", en refusant la recherche d'un programme de lutte de classe contre l'oppression raciale, basé sur la seule force capable d'en finir avec cette oppression, la classe ouvrière, se sont fait flouer par Mitterrand et ses raccolleurs (tel le père Delorme, qui maintenant gémit sur la concurrence de SOS-Racisme).

On ne peut pas se cantonner dans une indépendance purement organisationnelle, ethnique, face à SOS-Racisme. La deuxième génération, n'en déplaie à certains de ses porte-parole autoproclamés, n'est pas homogène. Elle est travaillée par divers courants politiques, y compris le nationalisme arabe; et bien que Mognissh Abdallah lui-même pense que "le débat Juifs-Arabes a brouillé les pistes" (*Ibid*), il serait très facile de prendre les sionistes de l'UEJF comme boucs émissaires pour l'OPA gouvernementale de SOS-Racisme. D'autant plus que beaucoup de Beurs évitent les questions programmatiques en s'attaquant principalement au paternalisme des "professionnels de l'antiracisme" de la social-démocratie.

Pour renverser ce système d'exploitation et d'oppression, ce n'est pas des "potes" comme Dufoix et Stoléru qu'il nous faut, mais un parti ouvrier révolutionnaire multiracial qui unira tous les exploités et opprimés pour instaurer un gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie et créer une société de fraternité et de justice! ■

AMC-Renault...

Suite de la page 12

s'apprête à construire au Canada soit en mesure de produire de nouveaux modèles à partir de 1987.

Ce diktat fut repoussé le 17 mai à une écrasante majorité par le local 72 (4451 voix contre 910). Mais dans le même temps, la direction du syndicat expliquait clairement que "le vote ne doit pas être interprété comme un refus des concessions ou un refus du processus de négociations" (*New York Times*, 18 mai). Restait aux bureaucrates de l'UAW à enfoncer cet "accord" en travers de la gorge des travailleurs, en retenant à leur compte le chantage patronal. En demandant au local 72 d'accepter cette honteuse capitulation, Kuzel, le président du local, déclara: "Nous pensons que si cet accord est rejeté par les membres [du local], la société [AMC] va vraiment fermer les usines" (*Chicago Sun-Times*, 2 juillet). Et le 13 juillet, l'accord était ratifié.

Force est de constater que la campagne menée en France par la direction de la CGT pour amener la Régie à rapatrier la production de ses filiales à l'étranger a contribué à renforcer la crédibilité du chantage à la fermeture perpétré par AMC-Renault contre ses ouvriers américains. Le protectionnisme, que ce

soit "Buy American" (achetez américain) ou "Produisons français", dresse les uns contre les autres les travailleurs des différents pays capitalistes, et c'est particulièrement grotesque et obscène quand il s'agit des employés d'une même multinationale. Mais il y a une autre logique: même patron, même combat! La solidarité ouvrière internationale n'est pas seulement une glorieuse tradition qu'il faut perpétuer, c'est aussi une arme cruciale dans la bataille décisive de Renault. ■

LE BOLCHEVIK 4

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

TEL _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik : B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

Afrique du Sud...

Suite de la page 1

pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs.

On ne peut pas réformer l'apartheid. La question raciale en Afrique du Sud est fondamentalement différente de la situation des minorités raciales opprimées dans d'autres pays capitalistes. Là, on peut leur accorder le droit de vote et d'autres droits démocratiques formels (bien qu'en pratique ils soient considérablement rognés) sans mettre fondamentalement en cause la domination et l'exploitation capitalistes blanches. En Afrique du Sud, une caste raciale de quatre ou cinq millions de Blancs se partage les fruits de la surexploitation de plus de 26 millions de Noirs, de métis et d'Indiens. Ce qui est en jeu, ce n'est pas quelques droits démocratiques symboliques mais la question du pouvoir économique et politique: qui va diriger.

Contrairement à ce que prétendent l'ANC et ses apologistes de gauche dans le monde, une guerre civile qui aurait lieu en ce moment, sur une base nationale (raciale), aboutirait à un bain de sang stérile pour les masses noires. Mais nous ne sommes pas des pacifistes libéraux. Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises: *Du sang coulera en Afrique du Sud. La question c'est le sang de qui, quand, pourquoi et comment.* Il n'y a pas de solution à l'esclavage de l'apartheid à moins d'une guerre civile; mais celle-ci doit être menée sur la base d'un affrontement de classes et non national, et donner naissance à un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs sous lequel les Blancs aussi auront une place. Quand les impérialistes parlent du spectre du communisme en Afrique du Sud, ils pensent à un régime nationaliste noir comme celui du Zimbabwe (ex-Rhodésie). Mais l'Afrique du Sud n'a pas besoin de passer par le bonapartisme à base tribale de Mugabe. Si l'United Democratic Front (UDF) comme l'ANC se font les champions d'une société "multiraciale", les nationalistes petits-bourgeois ne peuvent pas dépasser le tribalisme, car pour cela il faut une organisation de classe des exploités et des opprimés sur un programme prolétarien.

C'est dans les usines, et en particulier dans les mines, que la lutte de classe prolétarienne peut rassembler les masses laborieuses d'une grande diversité ethnique d'Afrique du Sud pour s'attaquer à l'objet même de l'apartheid: le système de la main-d'oeuvre "migrante". Comme l'a écrit Trotsky "la révolution permanente n'est pas un 'bond' du prolétariat, mais la transformation de la nation sous la direction du prolétariat" (*La révolution permanente*).

Le soutien apporté à l'apartheid par l'impérialisme occidental a suscité parmi les masses noires d'Afrique du Sud une large sympathie pour le communisme, tel qu'elles le voient. Dans l'Est de la région du Cap, récemment, les funérailles de quatre militants anti-apartheid dans la ville de Cradock ont été marquées par le déploiement d'un grand drapeau rouge arborant la faucille et le marteau, le drapeau de l'Union soviétique, et d'un autre drapeau portant le nom du Parti communiste sud-africain, interdit depuis 35 ans. Pourtant, ce parti stalinien s'est depuis des dizaines d'années subordonné politiquement au nationalisme libéral de l'ANC, et il recherche activement un accord avec des capitalistes "réformateurs" comme Harry Oppenheimer, le magnat de l'or et du diamant. Pour que le potentiel de révolution prolétarienne en Afrique du Sud devienne réalité, il faut un véritable parti communiste d'avant-garde enraciné dans le mouvement ouvrier et les townships noirs.

La révolution sud-africaine aura des répercussions mondiales. L'auto-libération des masses laborieuses noires d'Afrique du Sud encouragera et galvanisera les minorités opprimées et les travailleurs du monde entier. La lutte révolutionnaire contre la dictature de l'apartheid peut ébranler jusqu'à ses fondements l'impérialisme mondial.

Action ouvrière internationale contre l'apartheid!

Le 24 août dernier, 400 militants de la CGT, dont un certain nombre de mineurs de charbon des bassins houillers du Nord et de Lorraine, occupaient dans le port du Havre, en Normandie, le minéralier *Citra-Sagitta*, battant pavillon français et chargé de charbon sud-africain destiné aux centrales thermiques d'EDF. "Répondant à l'appel de la CGT, plusieurs centaines de travailleurs ont investi le navire. Les dockers et les grutiers du port ont aussitôt cessé le travail, suivis par les agents de la centrale thermique EDF toute proche. Tandis que les marins CGT de l'équipage, 'totalement solidaires', saluaient l'action à grands coups de sirène" (*l'Humanité*, 24 août). Et ces dernières semaines, la CGT a organisé plusieurs actions similaires qui ont retardé à diverses reprises le déchargement de cargaisons de charbon sud-africain -- lequel représente actuellement un tiers des importations françaises.

Tous les ouvriers conscients et tous les ennemis du régime raciste de Pretoria ne peuvent qu'applaudir à de telles manifestations de solidarité ouvrière avec les masses opprimées en lutte contre la barbarie de l'apartheid, des actions qui répondent à l'appel aux syndicats du monde entier lancé par la fédération syndicale sud-africaine SACTU pour un boycott ouvrier des liaisons commerciales, postales et téléphoniques avec l'Afrique du Sud.

Ce sont des actions de ce genre dont la Ligue trotskyste avait souligné l'urgence en organisant le 3 août dernier, quelques jours avant les premières actions de la CGT, dans le port de Rouen, un piquet symbolique devant le minéralier *Galion*, chargé de 40000 tonnes de charbon sud-africain. Cette initiative avait reçu un écho dans le journal régional *Paris-Normandie*, qui avait reproduit la déclaration de nos camarades appelant les syndicats à "prendre l'initiative" avec "un boycott ouvrier total des livraisons d'Afrique du Sud".

On peut cependant regretter que ces actions n'aient fait que retarder le déchargement du charbon sud-africain au Havre et à Rouen. Il est vrai qu'en cas de boycott réel dans les ports français les armateurs auraient tenté de passer par les ports des Pays-Bas ou d'Allemagne de l'Ouest. Mais ceci ne fait que souligner la nécessité d'une coordination de l'action avec les syndicats néerlandais et ouest-allemands, et donc de dépasser la tragique étroitesse nationale des syndicats français.

Mais il ne s'agissait pas hélas seulement d'étrousser nationale, mais bien aussi de chauvinisme. La direction de la CGT et du PCF a profité de ces actions de solidarité avec les masses noires d'Afrique

du Sud pour lancer des appels empoisonnés au protectionnisme, en l'occurrence à la défense du "charbon français". Comme l'expliquait avec cynisme Serge Leyrac dans *l'Humanité* du 24 août, "la France se doit donc de renoncer à l'importation de charbon et de minerai sud-africain [...]. Ce serait bon pour les droits de l'homme et pour notre économie."



Rouen, 3 août -- Le piquet symbolique de la Ligue trotskyste devant le minéralier *Galion* appelle les syndicats à boycotter les livraisons d'Afrique du Sud.

Un boycott ouvrier temporaire des livraisons de charbon sud-africain est aujourd'hui une action de solidarité qui porte un coup au régime de l'apartheid, qui répond à l'appel du mouvement ouvrier sud-africain et qui montre aux masses noires de ce pays, engagées dans une lutte à mort contre l'apartheid, qu'elles ont des alliés puissants dans les métropoles impérialistes -- la classe ouvrière organisée. Un boycott permanent des importations de charbon sud-africain serait au contraire une mesure protectionniste pour faire supporter aux mineurs noirs sud-africains les conséquences de la crise du capitalisme français en les mettant au chômage -- un véritable coup de poignard dans le dos.

En plus, le PCF et la CGT appellent le gouvernement Mitterrand à prendre des "sanctions efficaces" contre Pretoria, tout en reconnaissant d'ailleurs que "les gouvernements impérialistes comme celui de Mitterrand ne cherchent à faire pression sur Botha que pour éviter une explosion révolutionnaire: "Les dirigeants occidentaux découvrent la nocivité de l'apartheid quand ils commencent à en redouter les effets sur la survie du système économique et social

en vigueur en Afrique du Sud. Ils craignent aussi pour leurs intérêts et leur position stratégique. On commence par renverser les Bastilles, pensent-ils, et cela finit par Dieu sait quoi! Alors ils se souviennent des droits de l'homme et condamnent la ségrégation raciale. Le Pape aussi à présent. Mais de la parole aux actes, c'est-à-dire à des sanctions efficaces, il y a un gouffre" (*l'Humanité*, 14 août). En fait, ce "gouffre" n'existe que dans l'imagination des réformistes du PCF qui pensent qu'il est possible de faire pression sur l'Etat impérialiste français -- pourtant coupable de crimes colonialistes qui n'ont rien à envier à ceux de Botha -- pour qu'il se range aux côtés des masses opprimées par le capitalisme de l'apartheid. Ces appels ne font que renforcer les illusions dans le caractère "démocratique" de l'impérialisme français.

De même, la CGT et le PCF appellent le gouvernement Fabius à

rapatrier les investissements français en Afrique du Sud, et en particulier ceux de Renault. Récemment, un des dirigeants de la fédération syndicale sud-africaine FOSATU a dénoncé à juste titre en termes vigoureux les "sanctions" qui consistent dans le retrait des actifs des sociétés étrangères: "[...] parce que nous les considérons non pas comme la simple propriété de sociétés étrangères, mais comme des actifs qui ont été amassés grâce à la sueur et au travail des travailleurs sud-africains et qui maintenant appartiennent absolument à cette société [...]. Nous ne voyons absolument aucune raison d'abandonner une partie de la richesse sociale de ce pays afin de faire pression sur le régime" (*Work in Progress* n°37, juin).

Déjà en 1935, quand les réformistes de l'époque réclamaient des sanctions de la part des brigands impérialistes de la Société des Nations (SDN) contre l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie, Léon Trotsky écrivait: "La vérité, c'est que si les ouvriers commencent à appliquer contre l'Italie leurs propres sanctions, leurs actions vont inévitablement atteindre leurs propres capitalistes et la SDN sera alors contrainte d'abandonner toute sanction. Elle ne propose aujourd'hui de sanctions que parce que les voix des ouvriers ne s'élèvent dans aucun pays. L'action ouvrière ne peut commencer qu'en opposition absolue à la bourgeoisie nationale et à ses combinaisons internationales. Soutien de la SDN et soutien des actions ouvrières sont l'eau et le feu: on ne les marie pas" (*"Entretien sur l'ILP"*, Oeuvres, tome 7).

Nos frères sud-africains, engagés dans une sanglante épreuve de force avec le régime de l'apartheid, ont aujourd'hui cruellement besoin d'un puissant élan de solidarité ouvrière internationale. Il faut un véritable boycott ouvrier efficace du pays de l'apartheid! Action ouvrière internationale contre l'apartheid! Aucune illusion dans les "sanctions" impérialistes! A bas le poison chauvin de "Produisons français!"



Le Havre, 24 août -- 400 militants de la CGT occupent le *Citra-Sagitta*, retardant pour quelques heures le déchargement de charbon sud-africain.

Contre le plan Besse-Mitterrand

Ce qu'il faut, c'est la grève de Renault!

La fin de l'été a été marquée par une série d'actions "coups de poing" par la CGT qui entendait par là lutter contre le "démantèlement" de la Régie Renault.

Les loups anticommunistes, du *Figaro* au gouvernement en passant par la CFDT, ont hurlé pour condamner ces actions "violentes". Comme chaque ouvrier conscient le sait, la violence était du côté des forces de répression policière.

Nous exigeons la levée des poursuites judiciaires et des mesures disciplinaires contre les syndicalistes!

Mais le thème qu'a choisi la direction de la CGT pour sa campagne est néanmoins dangereux pour l'avenir de la bataille nécessaire. Le problème posé à Renault est clair: la bourgeoisie et le gouvernement veulent briser la "forteresse ouvrière" pour imposer définitivement l'austérité à l'ensemble des travailleurs. Le gouvernement Mitterrand et Besse se sont mis d'accord sur un plan dangereusement efficace: faire passer les mesures antiouvrières une par une en espérant éviter une confrontation globale. Mais chacun, qui veut ouvrir les yeux, sait que ces dizaines de milliers d'emplois supprimés se traduiront par des licenciements "secs" ou seront plus ou moins camouflés par des plans "sociaux" et autres "départs volontaires", des licenciements "long drinks" comme les appelle cyniquement *Libération*.

Il ne faut pas attendre, il faut anticiper, mobiliser pour passer à la contre-offensive générale avant que les saignées successives de Besse aient épuisé les ouvriers de la Régie. Il faut mobiliser très vite pour une grève de tout le groupe Renault. Une telle lutte, sur des objectifs

mobilisateurs et unifiants, pourrait redonner confiance aux ouvriers de Citroën, Talbot et Peugeot qui ont essuyé les uns après les autres de graves revers, mais qui pourraient rejoindre les Renault pour repousser les nouvelles attaques en préparation.

Mais on ne peut pas mobiliser avec la politique de protectionnisme délirant que déploie aujourd'hui la direction de la CGT. Jouer les emplois français contre les emplois italiens, belges, espagnols, mexicains ou américains, ne peut qu'écartier de la lutte les travailleurs immigrés, le cœur de la production, qui ne veulent que conserver leur travail et n'ont cure de l'"indépendance de la France", de la "nation" et autres dangereuses fadaïses chauvines de ce style qui lient le sort des ouvriers à la bonne santé du capital aux couleurs de la France. De même, on ne voit pas comment engager les ouvriers de Peugeot, Citroën, etc. avec "Sauvons Renault!", le mot d'ordre du "syndicalisme dans une seule boîte".

Les actions "coups de poing" minoritaires, aussi spectaculaires et militantes soient-elles, ne remplacent pas et vont bien souvent à l'encontre d'une véritable mobilisation de masse, d'une réelle grève qui, en arrêtant la production de Renault et par contagion celle de Citroën, etc., oblige les Fabius et autres Besse à reculer sur leur projet de démantèlement de la classe ouvrière.

Granger, dirigeant de la CFDT-métallurgie, déclarait dans *Libération* du 7-8 septembre: "Laissez la CGT faire son cinéma. Je crois que les travailleurs ont pris conscience que le problème est grave, que la Régie doit produire et vendre, compte



Cortège Renault-Billancourt à la marche sur Paris de la CGT, le 10 mai dernier

tenu d'un déficit de 12 milliards. Tout le reste est littérature..." Les syndiqués CFDT doivent faire rendre gorge à ce jaune! Mais les militants de la CGT doivent comprendre que c'est précisément là que le programme de la CFDT intersecte celui de Krassucki et Cie: "Sauver Renault" = pas de grève contre les licenciements!

Il faut changer de cours. Les "mises sous surveillance" des usines sont des actions impuissantes, les débrayages contre les "transferts" sont des diversions. Bien sûr, nous savons qu'une grève ne se déclenche pas en appuyant sur un bouton. Il est crucial de construire une nouvelle direction révolutionnaire des syndicats (qui d'ailleurs se préoccuperait en

priorité de faire appel aux non-syndiqués qui sont souvent les ouvriers les plus jeunes et les plus combattifs et/ou le secteur immigré d'une usine), car la lutte est entravée à l'avance par le verrou du programme protectionniste des bureaucrates. Comment soulever la chape de plomb bureaucratique?

Des militants syndiqués peuvent commencer par réclamer des congrès exceptionnels de leur fédération respective, congrès dans lesquels ils pourront contester la stratégie de défaite de leurs dirigeants actuels et chercher à faire usage du droit, que leur reconnaissent les statuts, de contrôler les dirigeants qu'ils ont en principe le droit d'élire et de révoquer. Des délégués doivent être élus sur leur programme dans les ateliers et dans les usines. De tels congrès nationaux constitueront un forum pour un débat sur les programmes et les stratégies en concurrence. Que les dirigeants syndicaux défendent leurs stratégies devant leurs militants et pas juste devant les caméras de télévision! Au travers de ces assemblées, les militants révolutionnaires, se battant sur leur programme, interviendront, pas simplement pour prendre date, mais pour tenter de bousculer la routine de chapelle et pour briser l'attentisme et la passivité provoqués par les directions syndicales.

Cependant, comme nous l'avons déjà écrit en mai dernier dans le *Bolchévik* n°55: "Mais pour cela, il faut comprendre qu'il n'y a pas de solution progressiste, ou à moitié progressiste, dans le cadre du capitalisme — et il faut en tirer les conséquences pour déterminer les perspectives de la lutte qui doit s'engager: pas le 'rassemblement populaire majoritaire' du PCF, future alliance avec le PS et les bourgeois 'progressistes' du moment, soi-disant première étape vers un 'socialisme à la française' dans un avenir lointain et hypothétique; mais un gouvernement ouvrier, pour la reconstruction de la France sur la base d'une économie collectivisée et planifiée dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe."

Le protectionnisme contre les ouvriers d'AMC-Renault

Il ne se passe pas de semaine sans qu'un responsable de la CGT ou du PCF appelle au "retrait de Renault de l'aventure américaine". Pourtant, rien n'est dit des ouvriers de l'AMC passée sous contrôle de la Régie à la fin des années 70. Ces ouvriers qui ont le même patron que ceux de Billancourt, de Flins ou de Cléon, qui sont-ils, quelles sont leurs luttes?

Le 13 juillet dernier, les ouvriers d'AMC du local 72, section du syndicat américain de l'automobile (UAW), votaient un nouveau contrat collectif imposé par les patrons d'AMC et de Renault. Ce contrat, qui prévoit une baisse des salaires de 4,5%, la suppression de jours de congés payés, la réduction du nombre de délégués syndicaux et une dégradation des conditions de travail, a été imposé à des

ouvriers qui sont parmi les plus combattifs de l'industrie américaine.

Les ouvriers des deux usines concernées (Milwaukee et Kenosha) avaient jusqu'à présent réussi à résister à la vague de concessions qui a frappé l'ensemble des travailleurs de l'automobile américaine. Au cours des dernières années, les patrons de General Motors, Ford et Chrysler avaient pu en effet, avec l'aide des bureaucrates procapitalistes de l'UAW, imposer des licenciements par dizaines de milliers, amputer les salaires, tailler dans les avantages sociaux, réduire les droits syndicaux et augmenter les cadences et la productivité. Cette année, ils ont engrangé des bénéfices records, leurs chaînes tournent à plein et les stocks diminuent. Les travailleurs de l'auto sont donc théoriquement en bonne position pour passer

à la contre-offensive et récupérer — et au-delà — les concessions extorquées depuis 1979. Il fallait donc réduire la poche de résistance d'AMC qui, dans cette situation explosive, représentait un danger pour l'ensemble des magnats de l'automobile US.

Ainsi, en mai dernier, premier ultimatum: Si avant le 24 mai le local 72 de Kenosha et le local 75 de Milwaukee n'acceptaient pas la série de concessions exigée par AMC, les deux usines, 5400 emplois pour la première et 400 pour la seconde, qui produisent les Alliance et Encore (versions US des R9 et R11), seraient fermées sans autre forme de procès d'ici à juillet 86; les importations de voitures produites en France prendraient le relais jusqu'à ce que la nouvelle usine qu'AMC

Suite page 10